

LA SEMAINE AFRICAINE

www.lasemaineafricaine.com



N° 2734 du Mardi 9 Octobre 2007 - 55^{ème} Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P: 2080
CONGO: 500 F CFA - FRANCE: 1,5 Euro - Tel: (242) 500.77.94 / 582.27.60 / 666.39.69 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

Editorial

Et si les Congolais mettent la main à la pâte pour sauver l'école!

La rentrée scolaire a, donc, eu lieu lundi 8 octobre, sur toute l'étendue du territoire national. Pour démarrer en trombe, dans le secteur public, on a eu l'idée de faire passer aux élèves le premier devoir de l'année, dont la note comptera pour la moyenne du premier trimestre. L'idée n'est pas mal en soi, mais, en réalité, c'est un stratagème pour obliger les élèves à se présenter à l'école, dès le premier jour. Mais, le succès d'une rentrée scolaire ne tient-il qu'à la présence des élèves en classe? Sans doute! Ce n'est pas, cependant, le seul facteur de réussite. A l'occasion de cette rentrée scolaire, les enseignants ont fait entendre leur voix, pour demander la revalorisation de la fonction enseignante, en présentant un cahier des charges que le gouvernement est tenu de satisfaire, au risque de voir les enseignants débrayer, à partir du mois de janvier. C'est, donc, sur fond de revendications du corps enseignant que la rentrée s'est déroulée.

Quant aux conditions de travail, dans le secteur public, c'est mi-figue mi-raisin. Les établissements scolaires réhabilités, ici et là, s'en tirent plus ou moins bien. Mais, beaucoup d'autres offrent un spectacle désolant. La chaîne de télévision privée D.r.t.v a promené sa caméra dans certains établissements scolaires de la capitale. On a découvert, alors, des écoles qui sont dans un état si piteux qu'on se demanderait si elles reçoivent des êtres humains ou des animaux. Comment peut-on parler de la réussite d'une rentrée scolaire avec des écoles semblables à des porcheries? Et cela ne semble pas émouvoir les responsables de l'éducation nationale. Si, réellement, le Congo accorde une place de choix à l'éducation, la période des vacances serait, systématiquement, mise à profit pour des travaux de réparation ou de réhabilitation des écoles, de telle sorte qu'à la rentrée, les enfants retrouvent un milieu d'étude adéquat.

L'image était saisissante, de voir des jeunes militaires américains s'adonner aux travaux de réparation d'une école de Moungali, à Brazzaville. Faut-il, vraiment, des étrangers, pour assainir le milieu d'études de nos propres enfants? A moins qu'on ait perdu toute fibre patriotique, mais cette image est une véritable leçon aux Congolais qui attendent, toujours, que l'Etat fasse tout à leur place. Si, franchement, à la place des militaires américains, c'étaient des militaires des Forces armées congolaises... Car, ce sont les Congolais qui dégradent les structures scolaires, en salissant les salles de classe et en volant les tables-bancs, les portes et les fenêtres, pour en faire du bois de chauffe. Et il faut attendre des étrangers pour les réparations. Il est vrai que la Fondation S.n.p.c abat un précieux travail de réhabilitation des écoles, mais voir, aussi, des associations de quartier, de parents d'élèves, des militaires congolais s'organiser et réparer une école, ici ou là, afin que les élèves retrouvent de bonnes conditions de travail, à la rentrée, serait signe de progrès et de patriotisme.

On ne peut pas prétendre former les cadres de demain, dans des conditions où certaines écoles ressemblent à des porcheries...

Joachim MBANZA

Décès à Bruxelles de l'ancien premier ministre Maurice Stéphane Bongho-Nouara

(P.3)



Henri Djombo, ministre de l'économie forestière et de l'environnement



Henri Djombo

«On a fini par me sortir un peu de ma longue réserve»

Henri Djombo a décidé de ne plus se laisser faire. Il contre-attaque, jusqu'à traîner ses détracteurs en justice. «La justice rendra son verdict», martèle-t-il. Le combat s'annonce impitoyable (Page 5).

Polémique autour de la mort de 15 ex-combattants du C.n.r

Ntumi, un justicier expéditif?

(P. 6)

B.e.a.c (Banque des Etats de l'Afrique Centrale)

Faire de l'investissement privé, un des moteurs de la diversification économique

(P.7)

Mgr Louis Portella-Mbuyu, évêque de Kinkala et président de la C.e.c

«Nous continuons à être attentifs et vigilants à toutes les questions»

(P.8)



Mgr L. Portella-Mbuyu

Brasco (Brasseries du Congo)

Une nouvelle étiquette de Maltina a été lancée

(P.2)

Des fournitures scolaires. Pour Tous.

Du 27 septembre au 31 octobre 2007
Voir en dernière page



Brasco (Brasseries du Congo)

Une nouvelle étiquette de Maltina a été lancée

Maltina est l'un des produits derniers nés des Brasseries du Congo. Son lancement officiel a eu lieu en juin 2003. Quatre ans après, malgré une forte croissance, ce produit n'a pas atteint le même niveau en volumes que dans des pays tels que le Nigeria où la RDC, où il existe, respectivement, depuis 1976 et 2001. Ce produit n'est pas assez connu du grand public. Il ne semble pas attirer de nombreux consommateurs. En effet, tout produit des Brasseries du Congo a de la valeur. C'est, justement, ce qui a motivé la Direction Marketing et commerciale des Brasseries du Congo à présenter mieux ce produit. Elle a, pour ce faire, procédé à une amélioration de l'étiquette ainsi qu'au lancement d'une nouvelle campagne de communication.



La cérémonie de lancement officiel de la nouvelle étiquette Maltina a eu lieu, le jeudi 4 octobre 2007, à l'hôtel Olympic palace de Brazzaville, au cours d'une conférence de presse animée par M. Elvis Olivier Castanou, Chef marketing, orateur principal. C'était en présence de MM. Olivier Gustin, Directeur marketing et commercial; Barnabé Samba, Chef de vente et distribution; Mme Blanche Akouala, Chef de fabrication bière, et de nombreux agents du service vente commercial. Faisant un parallèle entre l'ancienne et la nouvelle étiquette, M. Castanou a déclaré que

«*chant l'ancienne étiquette*». Pourquoi, donc, ce changement d'étiquette? M. Castanou s'en est expliqué: «*Osez affirmer votre différence. Ce n'est pas un nouveau slogan Maltina (qui est, en fait, «nourrissante et pleine de vie», mais juste une amélioration de l'étiquette. Dès son lancement, en juin 2003, Maltina a connu un certain succès dans les milieux des consommateurs, mais un succès qui ne s'est pas appuyé sur une communication claire sur ce qu'est Maltina. Maltina est, en fait, une super boisson gazeuse, une boisson gazeuse premium, pleine de vitamines B1, B2, B6 et C dont l'organisme a besoin.* Cette campagne sera suivie de jeu-concours ou promo-



De g. à dr: Elvis Olivier Castanou, Olivier Gustin, Barnabé Samba et Mme Blanche Akouala.

par rapport à 2006, n'était que de 21%. Ce qui veut dire que Maltina est en odeur de sainteté avec les consommateurs, a révélé M. Castanou. Il n'a pas manqué de signaler que les équipes de distribution sont à pied d'œuvre pour que le produit soit fréquent, disponible dans tous les points de vente. Avant de souligner que chaque produit des Brasseries du Congo a une spécificité et que Maltina contient du gaz carbonique moins élevé par rapport aux autres. «*Maintenant, on peut affirmer, sans risque de se tromper, que Maltina veut prendre une autre vitesse de croisière-et qu'aucun produit ne pourra l'arrêter. En tout cas, grâce à Maltina, nourrissante et pleine de vie, vous vous procurez l'énergie pour tirer meilleur profit de votre journée*».



la «différence entre les deux étiquettes est, purement, esthétique. L'ancienne étiquette n'était pas mal, mais la nouvelle est, carrément, plus appréciable. Il n'y a aucune différence entre les deux. Sur-l'ancienne on pouvait lire: «plein d'énergie». Tandis que sur la nouvelle: «nourrissante et pleine de vie». Loin d'être un nouveau produit, mais juste un nouveau label rempla-

tion, en faveur des consommateurs, pour permettre aux parents de gagner près de cent mille francs Cfa, en vue de bien préparer la rentrée scolaire en toute quiétude». Il a cité l'exemple des produits des Brasseries du Congo, comme Primus, Ngok, Turbo king, Mutzig, Guinness, Heineken, qui sont comptés dans la famille de la gamme bières. A cela s'ajoutent les boissons gazeuses, Coca-Cola,

Fanta Passion, Fanta Orange Sprite, Krest Tonic, Krest Soda. Et aujourd'hui, on parle de Maltina qui est un produit classé parmi les boissons gazeuses, fabriqué à base d'ingrédients comme le malt, le caramel, le maïs et les vitamines. C'est un produit contenu dans une bouteille de 33 cl et qui se boit très frais. Grâce à la nouvelle étiquette, une nouvelle campagne de communication commence. Celle-ci va se

décliner à travers plusieurs supports, notamment: des spots publicitaires radio et télévision, des affiches, des banderoles et des publi-reportages dans les journaux de la presse écrite. Tout ceci, pour rappeler aux

consommateurs que Maltina n'est pas une bière, mais un jus premium, d'une grande valeur, avec un goût précieux et exceptionnel. Car, la croissance de Maltina en 2006, par rapport à 2005, était de 27%. Tandis que celle de 2007



Des agents du service distribution des produits Brasco.

Décès à Bruxelles de l'ancien premier ministre Maurice Stéphane Bongho-Nouara

L'ancien premier ministre, Maurice Alfred Stéphane Bongho Nouara est décédé dimanche 7 octobre 2007, à Bruxelles (Belgique), à plus de 70 ans. A Brazzaville, le président de la République, Denis Sassou Nguesso, a réagi à cette disparition en déclarant que «le décès de notre compatriote, l'ancien premier ministre, Monsieur Stéphane Bongho-Nouara, est une grande perte pour la République».

Ancien premier ministre (1992) du président Pascal Lissouba, Maurice Alfred Stéphane Bongho Nouara avait dû démissionner, à la suite de la motion de censure votée contre son gouvernement, par la coalition M.c.d.d.i-P.c.t. Cette motion de censure sera, du reste, à l'origine d'une crise politique majeure dans le pays, puisque le président Pascal Lissouba y réagira en dissolvant l'assemblée nationale. Nommé le 8 septembre, Bongho-Nouara était en effet renversé le 31 octobre 1992, après l'éclatement de l'accord entre le P.c.t et l'U.p.a.d.s et la naissance de l'alliance P.c.t-M.c.d.d.i. Président de l'A.n.d (Alliance nationale pour la démocratie), Maurice Stéphane Bongho-Nouara, originaire du district de Mbama, est parmi les leaders politiques à l'origine de la création du département de la Cuvette-Ouest, en 1994. En

tant que dirigeant politique, il avait promis retrouver les restes mortels du président Alphonse Massamba-Débat, mais en vain. A la chute du régime de Pascal Lissouba, en octobre 1997, il avait pris le chemin de l'exil, comme beaucoup d'autres dirigeants de cette époque. Quand bien même il ait participé au dialogue national sans exclusive, en 2001, à Brazzaville et bénéficié d'une amnistie, il n'avait pas regagné définitivement le Congo. Apprenant la nouvelle de sa disparition, le président Sassou Nguesso a déclaré: «Le décès de notre compatriote, l'ancien premier ministre, M. Stéphane Maurice Bongho-Nouara, est une grande perte pour la République. Homme de conviction et d'action, Monsieur Stéphane Maurice Bongho-Nouara a du donner au Congo, son grand amour pour la patrie; à la République, son sens de la loyauté et

Maurice Stéphane Bongho Nouara,



à notre démocratie en construction, la force de ses idées. A l'occasion de cette dure épreuve, je voudrais exprimer aux enfants, à la veuve Bongho-Nouara et à l'ensemble de la famille éplorée, la peine et l'affliction de la nation toute entière. J'adresse à tous les condoléances et le témoignage de réconfort dignes du mérite et de la reconnaissance

que l'illustre disparu est en droit de recevoir de la part de la collectivité nationale». En espace de trois mois, le Congo a perdu, coup sur coup, deux anciens premiers ministres, André Milongo Ntsatouabantou et Maurice Stéphane Bongho-Nouara.

MM.

Première circonscription de Tié-Tié (Pointe-Noire)

Gaétan Nkodia porté en triomphe par ses électeurs

Député de la première circonscription de Tié-Tié, à Pointe-Noire, Gaétan Nkodia, était, le 29 septembre 2007, face à ses électeurs et l'ensemble des militants du Parti Agir pour le Congo de la ville océane. C'était au cours d'une grande cérémonie de remerciements qui s'est déroulée à l'esplanade du siège de l'arrondissement 3, à la suite à sa brillante élection à l'assemblée nationale. La fête a commencé à l'aéroport Aghostino Neto où des milliers de sympathisants et militants étaient venus accueillir ce jeune député, de retour de Brazzaville, pour son investiture dans son siège, lors de la première session de la nouvelle assemblée nationale.

Rarement l'aéroport de Pointe-Noire n'a connu une telle ambiance, tellement Gaétan Nkodia a été ovationné par ses électeurs, chacun voulant le saluer de la main. Et le député a répondu à leur désir, en prenant un bain de foule. Mieux, Gaétan Nkodia a marché pendant trois heures, de l'aéroport jusqu'au siège de l'arrondissement, en faisant pratiquement le tour de sa circonscription, accompagné par un long cortège, sous les klaxons des véhicules et la fanfare du Parti Agir pour le Congo, que dirige Henri Ossébi. Au siège de l'arrondissement où l'attendait de nombreux électeurs, Gaétan Nkodia a offert un grand cocktail. Un geste de reconnaissance, qui a été salué par ses militants. Les notables et chefs de quartiers de cet arrondissement étaient du rendez-vous. On a noté aussi la présence du directeur de cabinet de l'administrateur maire de l'arrondissement et des autres autorités locales. Deux représentants des comités de quartiers se sont suc-

cedé à la tribune. Le premier a demandé à Monsieur le député de ne pas aller dormir à l'as-



Une vue des officiels.

semblée nationale, mais de défendre les intérêts des habitants de la circonscription, et d'aller au-devant de ses électeurs. Le second a, plutôt, apporté la bénédiction des ancêtres du quartier à Gaétan Nkodia, à travers un rituel spécial traditionnel, à base de jets de noix de kola et vin de palme, etc. Le

Gaétan Nkodia

sage Emmanuel Ngoma, un des doyens du quartier, a traduit tout l'accompagnement que les ancêtres apportent, désormais, à Gaétan Nkodia, dans sa mission de représentant du peuple. Une mission de mandat national qui a, d'ailleurs, été précisée par Paul Tchignoumba, ancien député, en sa qualité de vice-président national du Parti Agir pour le Congo. Pour sa part, le député a remercié l'assistance et loué les efforts et la détermination des uns et des autres pour que triomphe ses idées. «Je suis le député de tous les habitants de ma circonscription et pas seulement de ceux qui avaient voté pour moi. Je m'engage à traduire vos désirs à l'hémicycle et aussi à réaliser ensemble, avec vous, des œuvres au bénéfice de tous. A Agir pour le Congo, ce sont les œuvres d'abord! Merci pour la confiance que vous avez placée en ma personne et je crois ne pas vous décevoir au cours de ce mandat », a dit Gaétan Nkodia, dans son allocution de circonstance. Rendez-vous a été pris sur le terrain de la pratique durant les cinq ans à venir.

Paul TCHOMVO

Tarifs pour abonnement

Congo: retrait sur place
3 mois: 8.400 F Cfa
6 mois: 16.800 F Cfa
1 an: 33.600 F Cfa
Expédié par la Poste:
3 mois: 11.500 F Cfa
6 mois: 23.000 F Cfa
1 an: 46.000 F Cfa

Autres pays d'Europe et d'Afrique:

3 mois: 52 Euros
6 mois: 95 Euros
1 an: 190 Euros

Asie et Amérique:

3 mois: 55 Euros
6 mois: 100 Euros
1 an: 200 Euros

France et Afrique francophone:
3 mois: 48 Euros
6 mois: 90 Euros
1 an: 180 euros

Nous acceptons les chèques français et les virements à notre compte - CCP 9.991 85 B Paris
e-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

LA SEMAINE AFRICAINE

Bd. Lyautey (en face du CHU)
B.P. 2080 - BRAZZAVILLE
Direction - Tel: (242) 668.24.72 / 678.76.94
CCP 9.991 85 B Paris

Journal édité par la Commission épiscopale des moyens de communication sociale.

Président:
Mgr Jean GARDIN
Préfet apostolique de la Likouala

Vice-président:
Mgr Anatole MILANDOU,
Archevêque de Brazzaville
Directeur de Publication:
Joachim MBANZA

Secrétaire de rédaction
Véron Carrhol YANGA
Tel: (242) 668.24.72
Saisie&Montage (PAO):
Atelier La Semaine Africaine

Service Commercial:
Brazzaville:
Tél. 666.39.69/500.77.76
Pointe-Noire: Tél. 553.16.93
Impression:
Imprimerie Saint-Paul

Presse

Le magazine «Vision Pour Demain» réédite son édition sur les gouvernements de la République

Le magazine «Vision Pour Demain» que dirige notre confrère Dr Mfumu Fylla Saint-Eudes a mis sur le marché, une réédition de son numéro spécial sur «Les Gouvernements de la République du Congo». «Suite à une demande forte et pressante des lecteurs congolais, Vision Pour Demain publie une nouvelle mouture des Gouvernements de la République, expurgée des commentaires qui figuraient dans les éditions précédentes», explique notre confrère dans l'éditorial.

Le magazine est disponible dans les librairies de Brazzaville et Pointe-Noire. Le stock de cette nouvelle édition est limité. Alors, les lecteurs qui veulent l'avoir peuvent s'adresser au (242) 663.18.03 ou 571.72.27.



Eric-Pressing Nettoyage à sec

PRESSING DE LUXE

Situé au coeur économique de: * Brazzaville
rond-point Moungali * Pointe-Noire centre ville,

ERIC-PRESSING

ERIC

- * E = Expérience dans le cadre de Nettoyage à Sec
- * R = Remplissant toutes les conditions de lavage
- * I = Irréprochable pour un travail soigné et bien fait
- * C = Compétence qui fait la différence

PRESSING

- * P = Professionnel confirmé
- * R = Reste fidèle au bon service
- * E = Entretien de qualité inégalable
- * S = Service non stop
- * S = Sollicité par les clients exigeants
- * I = Incomparable, toute la ville en parle
- * N = Nommé ERIC-PRESSING

Faites confiance à notre pressing de luxe

A propos d'un éventuel gouvernement d'union nationale: l'ouverture, selon Tsaty-Mabiala

Les Congolais sont, toujours, suspendus à l'éventualité de la publication d'un nouveau gouvernement que le président de la République, Denis Sassou Nguesso, s'apprête à constituer. Il serait marqué par l'ouverture aux formations politiques ne faisant pas partie de la majorité présidentielle. Mais, l'U.pa.d.s (Union panafricaine pour la démocratie sociale), le parti de l'ancien président de la République, Pascal Lissouba, a pris ses distances, samedi 6 octobre 2007, au cours de sa rentrée politique. Pascal Tsaty-Mabiala, secrétaire général de l'U.pa.d.s, a une autre idée de l'ouverture. S'adressant à la presse, il a dit, à ce propos: «L'ouverture ne se résume pas au partage de quelques maroquins. L'ouverture, c'est le dialogue permanent sur les questions sensibles du pays (...). L'ouverture, c'est la transparence dans la gestion des ressources pétrolières; l'accès de tous les Congolais aux fonctions civiles et militaires, en fonction des compétences reconnues à chacun; enfin, c'est une véritable réconciliation nationale qui n'exclut personne et qui n'est pas fondée sur des considérations subjectives ou la conclusion d'un pacte d'allégeance... ». Sans cette ouverture, l'U.pa.d.s ne peut pas faire partie d'un quelconque gouvernement d'union nationale.

Vente du ciment: le directeur du commerce entend prendre le taureau par les cornes

Le directeur du commerce, de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes, Philippe Nsondé Mondzié, s'est lancé dans la lutte contre les importateurs et grossistes qui créent la pénurie du ciment, en vue d'en augmenter le prix. Il est descendu, le 27 septembre dernier, à Pointe-Noire. Lors d'une rencontre avec les importateurs et les grossistes, il a indiqué que les ventes par anticipation faites sur des cargaisons qui sont, encore, au large, à la sauvette ou en nocturne, et les désagréments qui en découlent, sont la cause de la spéculation. Tapant du poing sur la table, M. Philippe Nsondé les a invités à arrêter les ventes organisées au port de Pointe-Noire. Pour mettre fin à des méthodes illicites, il a ordonné l'ouverture des dépôts, la publication des prix, leur étiquetage et leur marquage. Les contrevenants savent à quoi s'en tenir. Ils seront, sévèrement, réprimés. Ces mesures sont tout à fait pertinentes. Car, s'approvisionnement en ciment, au Congo, est devenu un casse-tête chinois, alors que le prix ne cesse de grimper.

Un infanticide perpétré à Poto-Poto!

Les populations de Poto-Poto, le troisième arrondissement de Brazzaville, vers le croisement de la rue Bandas et l'avenue des Beaux-parents, ont été terrifiées, samedi 6 octobre 2007, par un acte criminel odieux. Elles ont été, horriblement, choquées, pour avoir été témoins de la découverte macabre du corps d'un beau nouveau-né, de sexe masculin, inanimé, soigneusement enfoui dans un des tas d'immondices qui jonchent ce quartier. Ayant remonté le circuit, la police, aidée par les habitants de la zone, a réussi à mettre la main sur la fugitive mère. Récemment enceinte de neuf mois, elle a, en effet, accouché, sans que personne n'ait vu son bébé. Ce qui, du reste, a laissé pantois tout le monde. Conspuée de toutes parts, la jeune femme a fini par faire son mea culpa. On retiendra de son aveu à la police que c'est faute d'argent et de soutien social qu'elle en est arrivée là! Elle doit, aujourd'hui, méditer sur son acte crapuleux, dans un commissariat de police, sinon à la Maison d'arrêt de Brazzaville.

De l'affluence sur les lignes nationales, dans les aéroports congolais

Avec la fin des vacances et l'annonce de la rentrée des classes, au titre de l'année 2007-2008, on est frappé par un phénomène terrible: l'affluence sur les lignes nationales, dans les aéroports congolais! Il n'est plus facile d'avoir une place dans un des vols aériens les mieux cotés. Et quand, enfin, vous réussissez à en avoir, l'attente est longue, avant l'accès dans la salle de départ. L'aéroport Maya-Maya, à Brazzaville, en particulier, offre, à ce propos, un spectacle désolant. De longues files, avec des bousculades inévitables. Ajouter à cela, la manie de faire de certains employés d'agences de voyage. Lorsque vous n'avez fait que réserver la place, sans verser l'argent, il n'est pas rare que le jour où vous venez pour payer le billet, afin de voyager, vous constatiez que, sur le manifeste, votre nom a été, carrément, remplacé par celui d'un autre: un plus offrant. Déçus et bagages à la main, nombreux sont les compatriotes qui ne voyagent plus le jour qu'ils ont pensé le faire. La raison à cette affluence n'est pas à chercher loin. C'est que les réseaux routier, ferroviaire et navigable sont défectueux. Les autorités compétentes se devraient de remédier à cet état de choses.

Du pain congelé, pour palier à l'imminence de la grève des boulangers!

A l'annonce de la grève des boulangers, la semaine dernière, quelques citoyens friands de pain se sont montrés rusés, pour faire que le pain ne vienne pas à manquer chez eux. Ils en ont acheté en quantité suffisante. Les ayant bien emballés dans des sachets, ils les ont placés dans des congélateurs, question de les conserver un peu plus longtemps encore, en attendant que la fameuse grève soit passée. Heureusement, ladite grève n'a pas été déclenchée ce week-end, à la date butoir du 7 octobre dernier. Le pain se trouve encore sur le marché. Les stocks congelés sont, sans doute, déballés, pour une consommation à grande échelle!

Congo – Namibie: santé

Le premier accord signé par deux sociétés entre en application

A la suite de l'accord signé le 25 septembre, à la chambre de commerce de Brazzaville, entre la Clinique médicale Securex et la Namibia medical investment, le premier stock d'Imunox, un médicament qui augmente et régule le système immunitaire (donc nécessaire aux personnes atteintes de V.i.h-sida), est arrivé dans la capitale congolaise, depuis le jeudi 4 octobre. Il est, maintenant, disponible pour les patients, à la Clinique médicale Securex. L'arrivée du stock d'Imunox à Brazzaville est la matérialisation de la coopération et des échanges commerciaux que les gouvernements du Congo et de la Namibie entendent promouvoir entre les deux pays.

Selon le Dr Lee Sequeira, virologue de nationalité anglaise et consultant pour la société Namibia medical investment, qui travaille depuis 15 ans, avec l'Imunox, ce médicament, mis au point en Namibie et protégé par un brevet agréé par divers pays d'Afrique centrale et de l'Ouest, a la propriété de rétablir et de réguler le système immunitaire d'un patient. Au Congo, ce médicament a été homologué par la direction générale des pharmacies et laboratoires, structure qui relève du Ministère de la santé. Actuellement, seule la Clinique médicale Securex en a l'exclusivité, grâce à l'accord signé avec la société Namibia medical investment, filiale du groupe namibien Trustco Group C.e.o. Indiqué contre les maladies auto-immunes, Imunox est

un médicament qui se présente sous la forme d'un patch qu'on applique sur la peau, pendant huit heures. Le produit se diffuse dans le corps par voie transcutanée, ceci en raison d'une application par semaine. Selon le Dr Sara Rossi, de nationalité italienne et médecin à la Clinique médicale Securex, ce qui est important, avant tout début de traitement, c'est la consultation que le patient doit faire pour établir un bilan de départ. Dans un premier temps, le patient suit un traitement de deux mois, soit 8 patchs, en raison d'un patch par semaine. Au bout de ce laps de temps, il refait un examen pour tester son taux d'immunité (le fameux C.d.4), à l'aide d'un appareil spécifique appelé Cobass Miras dont la clinique sera dotée, très prochainement. Le résultat de cet



Dr Lee Sequeira



Dr Sara Rossi



Une vue de l'Imunox.

examen détermine la poursuite ou non du traitement. Pour le Dr Lee, l'avantage de ce médicament, c'est son mode d'emploi. Il s'applique sur la peau; le patient n'a, donc, pas besoin d'injection ou d'avaler des comprimés ou des gélules. Ensuite, c'est un médicament conseillé aux personnes atteintes du V.i.h-sida, et il peut s'appliquer à n'importe quel stade du développement du sida. En effet, l'une des manifestations inévitables du V.i.h-sida est d'affaiblir le système immunitaire de la personne atteinte, de telle sorte que celle-ci est exposée à d'autres pathologies. Imunox permet au patient de renforcer son système immunitaire, pour résister à d'autres maladies, pendant qu'il peut suivre le traitement anti-rétroviral. Mais, Imunox est, aussi, conseillé contre d'autres pathologies affaiblissant le système immunitaire. Son coût est de 16.250 francs Cfa (25 euros). La clinique médicale Securex prévoit d'organiser, dans la capitale, avant la fin de cette année, un séminaire en direction des médecins, pour les sensibiliser sur l'existence de ce médicament et la manière de le prescrire. Par ailleurs, une délégation de cette clinique se rendra, avant la fin du mois d'octobre, en Namibie, visiter la société qui fournit ce produit. C'est là, déjà, un exemple de la coopération qui se veut prometteuse entre le Congo et la Namibie.

J. MBANZA

OFFRE D'EMPLOI

Firme d'audit et conseil, membre du réseau CONSTANTIN HORWATH INTERNATIONAL, exerçant dans les pays de CEMAC, nous recherchons, pour notre bureau du CONGO-BRAZZAVILLE:

* 1 Manager Audit Expert-comptable diplômé ou Expert-comptable stagiaire, ayant, au moins, 8 ans d'expérience professionnelle dans une firme internationale d'Audit et capable de travailler en anglais;

* Senior Audit ayant, au moins, cinq ans d'expérience professionnelle dans une firme internationale d'audit.

Le dossier de candidature comportera:

- Lettre de motivation (en français et en anglais, pour le manager)
- Et curriculum vitae.

Il doit être adressé à:

GKM/CONSTANTIN

B.P:673, POINTE-NOIRE, REPUBLIQUE DU CONGO

TELEPHONE (242) 571 32 77; (242) 655 48 31

COURRIEL:gkm_groupeconstantin@yahoo.fr

Gkm_groupeconstantin@hotmail.com

Date limite dépôt des dossiers: 10 octobre 2007.

*J'aime
lire La
Semaine
Africaine*

Henri Djombo, ministre de l'économie forestière et de l'environnement

«On a fini par me sortir un peu de ma longue réserve»

Même s'il prend rarement la parole pour intervenir dans des polémiques politiques, Henri Djombo n'en est pas moins un acteur influent de la scène politique congolaise. Discret et bosseur, il affectionne mieux sa casquette d'écrivain avec plusieurs romans déjà publiés. Mais, la politique étant comme une jungle, ainsi qu'il le reconnaît lui-même, il faut savoir s'y défendre. A la suite de tout ce qui se dit sur lui, nous avons bien voulu le faire réagir d'autant plus que la vague devient déferlante contre sa personnalité. Calme et sûr de lui, le ministre de l'économie forestière et de l'environnement entreprend de tordre le cou à la «désinformation» et promet de s'en remettre aux tribunaux *«pour diffamation, propagation de fausses nouvelles, dénonciation calomnieuse»*. *«Le monde entier est désinformé, les efforts de gestion forestière du pays sont sapés par des fonctionnaires congolais de mauvaise foi, en plus grassement payés et soutenus par la nation»*, contre-attaque-t-il dans une interview exclusive recueillie par Pascal Azad Doko.

* Monsieur le ministre, vous avez été à New York avec le président de la République, pour prendre part à la 62^{ème} assemblée générale des Nations unies. Qu'est-ce qui y a été dit à propos des changements climatiques?

** La participation record de chefs d'Etat et de gouvernement à cette session est la preuve que le monde entier a, enfin, pris conscience des dangers qui menacent la planète terre, du fait du réchauffement de la terre, résultat d'un niveau élevé des émissions des gaz à effet de serre, par les pays industrialisés. La responsabilité humaine, dans les changements climatiques, a été établie et reconnue par tous. Placés devant leurs responsabilités, les dirigeants mondiaux ont compris que la communauté internationale doit prendre un engagement politique conséquent sur les changements climatiques, en décembre 2007, à Bali, à la conférence des parties à la convention y relative, afin que tous les pays agissent ensemble et maintenant. A cet effet, des mesures doivent être prises, pour traduire une réelle solidarité avec les pays les plus vulnérables et, particulièrement, les petits Etats insulaires en développement et les pays les moins avancés, afin qu'ils s'adaptent aux changements climatiques, tout en appelant à une meilleure planification nationale et internationale, en vue d'établir un développement durable; atténuer le réchauffement climatique par la réduction obligatoire des émissions des gaz à effet de serre par les pays industrialisés, tout en préservant l'essor économique et social des pays en développement; garantir à ceux-ci des ressources supplémentaires et conséquentes pour lutter contre la pauvreté et les changements climatiques.

A l'initiative du président de la République d'Indonésie, un sommet de 11 pays des trois bassins forestiers et hydrologiques tropicaux du monde (Amazonie, Congo, Bornéo-Mékong) s'est réuni en marge de la session. Ils ont adopté et publié une déclaration pour agir ensemble et faire prendre en compte, par la communauté internationale, leurs efforts de gestion durable des ressources naturelles, ainsi que le rôle éco-

logique de leurs forêts dans l'équilibre climatique. Ils ont souhaité qu'une action globale concertée conduise la Conférence de Bali à marquer le point de départ d'intenses négociations d'un cadre multilatéral unique après le protocole de Kyoto, qui puisse assurer la survie de la planète. A travers le président de la République, la contribution congolaise au débat interactif qui s'est instauré a été motivante et remarquable dans les conclusions tirées par le sommet.

* Quelle est, Monsieur le ministre, la politique menée par votre département pour garantir une gestion durable de nos forêts?

** Sous l'impulsion du chef de l'Etat, une politique de gestion durable des forêts congolaises a été initiée, dès 1998. Elle est fondée sur l'aménagement durable des forêts et des aires protégées par la mise en œuvre d'une multitude d'actions stratégiques sectorielles. Promulgué en novembre 2000, un nouveau code forestier constitue, avec ses textes subséquents, le cadre juridique et légal de la gestion forestière dans notre pays.

* Est-ce que les objectifs de cette politique sont atteints et quelle est la contribution du bois congolais dans l'économie nationale?

** Les concessions forestières et les conditions de leur exploitation ont été taillées de sorte à assurer une utilisation durable de la ressource, à créer des emplois durables et des recettes plus importantes de l'Etat et à améliorer la contribution du secteur forestier au produit intérieur brut. Sur 50 millions d'hectares de forêts attribués à l'exploitation en Afrique centrale (dont 10 millions au Congo), 12 millions environ sont sous aménagement ou promesse d'aménagement durable (dont le Congo représente 7,5 millions d'ha). L'aménagement durable conduit à la certification forestière. Notre pays est le seul en Afrique à avoir obtenu, l'année dernière, le certificat F.s.c sur une concession de grande taille (Kabo: 267.000 ha); d'autres plans d'aménagement sont en cours d'achèvement ou d'adoption et élargiront ainsi le processus de certification dans notre pays.

Nous avons multiplié environ par trois la production nationale de bois brut, par rapport à son niveau de 1997, par quatre celle des sciages et par six les recettes de l'Etat. En valeur d'exportations, le secteur forestier occupe la première place après le pétrole, tandis qu'il est le plus grand pourvoyeur d'emplois après la fonction publique et constitue la plus grande industrie congolaise. Savez-



La forêt, une immense richesse pour le Congo.

vous que la C.i.b est la plus grande entreprise privée du pays en terme d'emplois permanents et que plus de 4.000 km de routes carrossables sont construites ou réhabilitées et entretenues par les forestiers? La valeur ajoutée sectorielle représente environ 5% du P.i.b. Tous ces indicateurs iront croissant, car nous allons continuer à déployer et à affiner les outils nécessaires au processus de gestion durable des ressources forestières, y compris le renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

* Le nouveau code forestier promulgué depuis 2000 fait obligation aux exploitants forestiers de transformer 85% du bois sur place. Est-ce que cette disposition de la loi est respectée par toutes les entreprises?

** Certaines sociétés transforment déjà 100% de leurs bois dans le pays; d'autres, en cours de restructuration ou d'établissement, disposent d'un délai légal de 3 ans pour y parvenir. Parfois ce délai est dépassé, en raison des problèmes de montages financiers des projets respectifs ou des difficultés techniques rencontrées généralement sur le terrain, parfois dans un contexte d'enclave-

ment sévère. La tendance est, cependant, à l'augmentation du taux de transformation sur l'ensemble du pays, qui se place en tête de la sous-région. Les nouvelles unités de transformation du bois programmées dans la Sangha, la Likouala, les Plateaux, le Niari, la Lékoumou et le Kouilou permettront, à partir de 2008, d'accroître, considérablement, la production industrielle.

Tous les usagers de la forêt étant tenus de se conformer à la loi, les contrevenants voient leurs permis retournés au domaine. Les assiettes de coupes annuelles sont délivrées en fonction de la disposition relative à la transformation du bois dans le pays. Dans les prochains jours, nous discuterons des propositions de la Banque mondiale sur les incitations à apporter aux sociétés qui oeuvrent pour une transformation plus poussée des bois.

* De nombreuses critiques ont fusé dans la presse contre votre personne, non seulement sur la gestion forestière dans le département de la Likouala,

mais aussi sur votre positionnement sur l'échiquier politique de ce département. On ne vous a pas vu ni entendu réagir, vous sentez-vous, donc, coupable des faits qui vous sont reprochés?

** Je considère que la pratique politique doit être l'art de faire le bien au plus grand nombre et le domaine où la pratique sociale de chacun doit donner la preuve du don de soi, de son engagement pour la République et à la démocratie. Or, ce domaine se découvre, malheureusement, comme une grande jungle où des gens astucieux s'infiltreront et se placent à évoluer dans la facilité et la tricherie. Ils font croire qu'ils sont érudits en toutes choses, alors qu'ils ne se distinguent pas dans leur propre sphère et ne se privent pas de jugements de valeur sur d'autres qu'ils ignorent totalement. C'est dommage!

En effet, depuis quelque temps, des individus propagent de fausses nouvelles sur la gestion forestière, pour dénigrer l'autorité de l'économie forestière. D'ailleurs, ils confondent cette gestion avec les recettes de l'Etat qui seraient dilapidées par elle. Ils disent et ou écrivent ces inepties dans



Henri Djombo

les médias, l'Internet et les tracts, en font, souvent, un sujet de réunions publiques, sans preuves susceptibles de soutenir leurs accusations. L'intention avouée étant de gratuitement jeter le discrédit sur des personnes ciblées. Ces ragots sont, ensuite, crûdement repris dans l'opinion comme une trainée de poudre, font enfler la rumeur, à la satisfaction de leurs auteurs. Le monde entier est désinformé, les efforts de gestion forestière du pays sont sapés par des fonctionnaires congolais de mauvaise foi, en plus grassement payés et soutenus par la nation.

Pendant longtemps, j'ai observé avec amusement et détachement ce qui se passait, espérant que les oiseaux de mauvais augure allaient se fatiguer et qu'ils allaient cesser leur manœuvre de démolition, hélas! Comme ils redoublent d'agressivité, j'ai maintenant décidé de poursuivre devant les tribunaux certains acteurs et des journaux dont abusivement ils se servent, pour diffamation, propagation de fausses nouvelles, dénonciation calomnieuse, etc. Malgré les pressions que je subis pour continuer à minimiser cette situation grossière, rien n'y fera, la justice rendra son verdict. Voyez-vous, on a fini par me sortir un peu de ma longue réserve, sans pour autant que je cherche à faire le jeu des détracteurs.

* Dans tous les cas, quels sont les indices de bonne gestion de votre secteur?

** Je l'ai dit plus haut, à travers quelques indicateurs qui traduisent bien les performances de la filière forêt-bois. Dans un récent rapport de la Banque mondiale et du F.m.i, on peut lire que les réformes que nous avons engagées dans la gestion durable des forêts congolaises portent et que notre domaine est apprécié par les institutions de Bretton Woods comme un secteur où règne la transparence et où un effort de bonne gouvernance est jugé louable.

Cet avis nous réjouit, nous dispense des calomnies à un moment où la clameur se fait de plus en plus grande, et nous encourage à persévérer dans l'effort pour atteindre des performances plus élevées. Après

ce satisfecit, nous n'avons pas de leçons à recevoir des personnes mal intentionnées ni à nous faire juger sur leur foi. S'agissant de l'agitation politique que l'on déplore dans le milieu likoualien, tout part du fait que des oisifs se sont donné comme principale activité la délation, la manipulation et le mensonge, pour tenter d'assouvir la haine, la jalousie et l'esprit de division qu'ils nourrissent depuis la nuit des temps. Je suis sûr qu'ils se trompent de cible et me prennent sérieusement pour un concurrent au marathon du leadership dans lequel ils se sont seuls engagés. Cadre national et international, je me refuse à descendre si bas.

Si nous accordons, outre mesure, de l'importance à tous ces cancans, nous allons nous détourner de l'action qui participe à la construction nationale, en perdant notre temps dans des débats pauvres et stériles, dans des querelles basement politiques.

Pourquoi, donc, faire le jeu des gens qui n'ignorent pas qu'ils ont déjà leur avenir dans le passé? Il faut savoir que la violence est, tout d'abord, mentale, puis verbale, avant de devenir physique. J'ai, donc, tout dit, n'est-ce pas?

* On dit que votre vie serait, également, en danger, prenez-vous au sérieux cette menace? Qui en serait à l'origine, selon vous?

** J'ai appris, moi aussi, cette information de sources concordantes. C'est pourquoi je ne la néglige pas. Néanmoins, je suppose que la République en est bien informée et me protège de cette menace. Quels en seraient les auteurs? De toute façon, c'est un secret de Polichinelle. Ce sont des malfaiteurs en liberté... Néanmoins, l'opinion est prise à témoin.

* Monsieur le ministre, vous êtes un membre influent du Parti congolais du travail, vous avez battu campagne au Kouilou, au Niari, dans la Lékoumou et la Bouenza ainsi que dans la Sangha et la Likouala, même dans la Cuvette, pour quel intérêt?

** Membre influent du P.c.t, je ne le sais pas. J'ai battu campagne pour les candidats de mon parti qui ont eu besoin de mes compétences dans ce domaine. Si d'autres camarades ne l'ont pas fait ou ont privilégié leurs associations ou des alliances contre le Parti congolais du travail pour le priver d'une majorité confortable, ils sont responsables de leurs actes et de leurs attitudes. Quant à moi, je ne sais pas ce qu'on me reprocherait! Je suis heureux que la plupart de ces candidats eussent été élus, tout en déplorant la tricherie et les complicités qui ont terni, cette année, les législatives dans la majorité des circonscriptions de la Likouala.

* Telle est, donc, votre lecture du déroulement et des résultats des élections dans la Likouala, est-ce que les recours déposés à la cour constitutionnelle auront une suite pour les requérants?

** Faisons confiance aux institutions de la République pour l'espérer.

Propos recueillis par
Pascal Azad DOKO

Polémique autour de la mort de 15 ex-combattants du C.n.r

Ntumi, un justicier expéditif?

La prise de fonctions ratée du pasteur Ntumi à Brazzaville, le lundi 10 septembre dernier, s'est soldée, comme on le sait, par une retraite en catastrophe vers le Pool du pasteur et de ses hommes, après quelques escarmouches avec la Force publique au niveau du pont de Djoué. Au cours de ce repli ethnique, de nombreuses personnes ont perdu la vie. Rendant les généraux des Forces armées congolaises responsables de cette sortie ratée, Ntumi a affirmé que ces derniers profitaient de la crise du Pool pour se faire «les poches». Accusation confirmée dans une interview accordée aux journaux La Griffe (n°031 du 18-24/09) et La Rue Meurt (n°617 du 18/09), où il accuse les officiers généraux des F.a.c et certains membres du gouvernement d'être les principaux responsables de son couac. «Quand la situation est confiée à la Force publique, a-t-il dit, celle-ci crée des situations de guerre pour que, effectivement, leurs généraux-là aient aussi beaucoup d'argent. Moi, je dis que c'est un lobby qui est au gouvernement qui a entretenu cela et qui veut que la situation ne puisse pas se terminer».

A lors que le gouvernement a parlé d'un bilan de deux morts dans les rangs de la milice Ninja-Nsiloulou, le Conseil national des républicains (C.n.r, ex- mouvement rebelle) a affirmé, quant à lui, qu'il y avait eu, en réalité, quinze miliciens tués. Sur ce bilan macabre, qui dit vrai, qui dit faux? L'enquête de la rédaction de www.brazza.info sur ce dossier révèle une très grosse surprise: aucune des parties n'a menti, tout le monde a dit la vérité! Le gouvernement a parlé de deux miliciens Ninjas-Nsiloulous tombés en représailles, sous les balles de la Force publique, au pont de Djoué, les seuls qu'il ait vus et dont il a pris en charge l'inhumation. Le C.n.r, par la voix de Ntumi, a donné sa version sur les quinze Ninjas disparus que le pouvoir réclame en vain pour procéder à leur inhumation. Pour Ntumi: «C'est au niveau du pont de Djoué, donc déjà à la porte de Brazzaville pour regagner le Pool, que les éléments de la Force publique vont tirer sur eux. Certains d'entre eux ont été jetés dans le Djoué; des femmes et même des enfants. On a retrouvé 7 corps, le même jour. On a retrouvé 2 corps dans les jardins. Au camp Makala, on a retrouvé 2 autres corps. Au C.e.g André Grénard Matsoua, on a retrouvé 3 corps et 1 autre à Moutabala. Ce qui fait un total de 15 morts, à part ceux qu'on a jetés dans l'eau du Djoué». (La Griffe n°031 du 18-24/09). Où sont les corps? Le seul problème est que Ntumi et ses hommes, comme chacun sait, ont voulu, à bon compte, se débarrasser de la responsabilité de ces treize autres morts tués au Pool, lors de leur opération de repli, en les mettant sur le dos de la Force publique et du gouvernement. C'est là qu'ils ont été pris en flagrant délit de mensonge!

Info ou Intox?

Tout est parti d'une série de coups de fil donnés aux correspondants de la presse internationale accrédités à Brazzaville par le porte-pa-

role et suppléant du pasteur Ntumi dans la circonscription de Kimba, où ils furent battus à plate couture dès le premier tour. Selon ce proche collaborateur du pasteur Ntumi qui prenait le contre-pied du bilan des dégâts humains dressé par le gouvernement, la Force publique aurait plutôt tué quinze de leurs miliciens, à la place des deux officiellement annoncés. Le pasteur Ntumi, lui-même, contacté, avalisera ce chiffre en expliquant que ce bilan «lourd» était dû à une opération de représailles de la Force publique, qui les aurait poursuivis jusque dans leur dernier retranchement au Pool. Tenant le «scoop» d'une source jugée «crédible», les agences de presse, en particulier l'A.f.p, ont fait leur «job», en rédigeant une dépêche à ce sujet. Très vite, le doute s'installe dans l'esprit des journalistes, qui demandent à voir les corps en question. Bien entendu, jusqu'à ce jour, ils n'ont rien vu. Le gouvernement, saisi de la question par voie des médias, demande à son tour aux hommes du pasteur Ntumi, en réunion mixte à la Primature, de lui montrer ces treize autres cadavres des ex- miliciens Ninjas-Nsilulus, pour qu'il soient enterrés avec les autres aux frais de la République.

En guise de réponse, ce sont des «balbutiements» relatifs à d'insurmontables difficultés administratives auxquelles les hommes de Ntumi seraient confrontés de la part de la Mairie de Brazzaville, qui ne leur faciliterait pas les recherches au sein de la morgue municipale, pour identifier les restes mortels des treize miliciens...

En clair, on a annoncé, d'abord, un chiffre sur le nombre des morts, puis cherché, par la suite, à en apporter la preuve! Une démarche qui, chacun en conviendra, est plus que légère et curieuse de la part du pasteur Ntumi et de ses collaborateurs. Le plus flagrant dans cette tentative de manipulation et d'intoxication de l'opinion publique, c'est la certitude factuelle que la Force publique n'a jamais poursuivi Ntumi et ses hommes dans le Pool, lors de leur retraite, ainsi que les journalistes à Brazzaville ont pu le vérifier, en recoupant les sources. La mission assignée à la Force publique par le gouvernement était stricte: sécuriser la ville de Brazzaville et sa banlieue Sud. Point. Malgré cela,

le pasteur Ntumi et ses hommes ont continué à affirmer qu'il y avait eu treize morts dans leurs rangs, pendant qu'ils battaient en retraite au Pool. Que s'était-il, donc, alors réellement, passé ?

Justice expéditive, Ntumi «Saigneur» de guerre?

Il faut remonter le film de la débâcle des troupes du pasteur Ntumi battant en retraite vers leur tanière du Pool pour comprendre ce qui s'est passé. De notoriété publique (on a vu les images à la télévision), la retraite des ex-miliciens Ninjas-Nsiloulous, lourdement armés, s'est accompagnée de violences sur les infrastructures et les populations. A Madibou, dans la banlieue Sud de Brazzaville, une station d'essence a été pillée, des commerces mis à sac et les populations victimes de vol et de viol. A la gare de Matoumbou, sur le chemin de fer, un train marchandise a été arraisonné et pillé.

L'arrondissement et le pillage par les Ninjas de Ntumi du train marchandise est la goutte d'eau qui a débordé le vase et qui, certainement, a suscité la colère du pasteur Ntumi; chacun sait qu'il tire de substantiels revenus d'un accord tacite de «sécurisation» du trafic ferroviaire au Pool, conclu voici quelques années déjà avec la direction du Chemin de fer Congo Océan (C.f.c.o). Depuis que le chemin de fer est devenu la vache laitière qui alimente les caisses du C.n.r, il a été béatifié par le futur ministre-délégué à «la réparation des séquelles de guerre». Faut surtout pas y toucher, sans son accord express!

De peur de voir son image «d'homme de paix» à nouveau écornée par les exactions massives et publiques commises par ses miliciens, Ntumi décide, manu militari, de lâcher, pour une expédition punitive, les «hommes» de son frère cadet, Sylvain Bintsamou, alias Doc Gozardio qui doit son sobriquet, non pas à cause de ses connaissances en plantes médicinales, mais à cause de son statut d'ancien vendeur de médicaments frelatés au marché, comme tous les «Bana Bilongo»!

En fait d'«hommes» de main, il s'agit plutôt des membres des «sérvices de l'ordre» du C.n.r

encadrés par Doc Gozardio; de véritables «Pit-bulls» qui ne font pas dans la dentelle. Aux uns, ils coupent les mains; aux autres, ils appliquent le supplice du collier, quand ce n'est pas l'exécution sommaire pure et simple, par une balle dans la tête. Le massacre est effroyable et rappelle le tristement célèbre «Mbetengué» la fameuse «gifle de Saint-Michel»: une torture instituée par Ntumi durant la guerre qui consistait à «punir» avec le plat de la machette Tramotina rougie sur le feu et vigoureusement assené sur le dos, en cent coups bien comptés et bien fait! Informés de l'horreur, des par-

les populations et des infrastructures comme le C.f.c.o, c'était nettement plus hasardeux. Mais, les actes de vandalisme et de barbarie commis par ses Ninjas-Nsilulus, les proches de Ntumi pouvaient, difficilement, les «zapper». Ayant recherché, retrouvé et puni les auteurs des forfaits, ils ont cru utile de camoufler le crime en l'imputant à la Force publique, qui ne les a pourtant jamais poursuivis au Pool. Alors, question: Ntumi serait-il l'unique Congolais à posséder le droit de vie et de mort sur d'autres Congolais, transformés en sujets religieux de la secte d'un gourou?



Ntumi à Madibou.

lementaires du Pool n'hésitent pas à s'en émouvoir dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Hélas, hélas! Comme à leur habitude, ces leaders du Pool n'auront ni le courage de dénoncer ses faits en public et encore moins d'en glisser mot au chef de l'Etat, lors de leur rencontre en sa résidence privée de Mpila!

La férocité extrême de la réaction de Ntumi envers ses propres troupes s'explique, aussi, par son inquiétude de se voir, encore, plus isolé du monde civilisé, à cause des casseroles qu'il trébale déjà. En effet, ses partisans et autres fanatiques pouvaient, encore, soutenir la thèse d'un boycott de prise de fonctions savamment orchestré par le pouvoir en place, en l'occurrence par les généraux de Sassou, même si l'on peut, toujours, se poser des questions sur l'authenticité de cette fameuse note «confidentielle» du ministre de la défense adressée au chef de l'Etat suggérant de «neutraliser» Ntumi et, surtout, la manière dont elle aurait atterri entre ses mains. Mais, assumer et justifier les actes de vandalisme et de barbarie commis par les Ninjas-Nsilulus sur

31 décembre 2007: dernier délai!

Trop, c'est trop! Tel semble avoir été le cri de cœur du chef de l'Etat congolais, à son retour à Brazzaville, au lendemain de ces événements sanglants. Fraichement rentré des vacances, il a reçu, dans la matinée du lundi 17 septembre, en sa résidence privée de Mpila, une délégation des parlementaires et dignitaires originaires du Pool conduite par le deuxième Vice-président de l'Assemblée nationale et membre du bureau exécutif du M.c.d.d.i, Bernard Tchimbabelela, l'archevêque de Brazzaville Mgr Anatole Milandou et l'évêque de Kinkala, Mgr Louis Portella-Mbuyu.

Au menu de la rencontre: la prise de fonctions ratée de M. Frédéric Binstamou, alias pasteur Ntumi, et les conditions de sa prochaine venue à Brazzaville. Denis Sassou Nguesso n'est pas allé par quatre chemins. Il a, clairement, expliqué que pour lui, la prise de fonctions à son cabinet du délégué général chargé de la promotion des valeurs de paix et de la réparation des séquelles de

guerre, Ntumi, était une affaire purement administrative et technique, qui ne pouvait donner lieu à de nouvelles négociations.

Si le pasteur Ntumi voulait toujours prendre ses fonctions, il devrait le faire avant le 31 décembre 2007, durant sa présence à Brazzaville, et sans la compagnie de sa horde d'ex-combattants. Dans la capitale, il sera logé et gardé conformément aux dispositions et modalités qui seront définies de commun accord par les membres du Conseil national des républicains (C.n.r) et le Haut-commandement des Forces armées congolaises (F.a.c).

Dépassé ce délai, il n'y aura plus d'état de grâce; un décret présidentiel sera pris, qui déclarera hors-la-loi tout porteur d'armes ne faisant pas partie de la Force publique. Au sujet de ses ex-combattants Ninjas-Nsiloulous, ils seront désarmés avant sa prise de fonctions à Brazzaville et cantonnés à Kinkala, où le bureau du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (P.n.d.d.r) remettra à chacun, contre son arme, une «prime frictionnelle» de 400.000 francs Cfa. En attendant de trouver une solution définitive qui conduirait à leur identification par une carte d'identité biométrique et infalsifiable. En effet, dans le cadre de ce projet, l'analyse des empreintes a montré que des ex-combattants se sont fait enregistrer plus d'une fois avec plusieurs identités. Ce qui retarde d'autant la question de leur réinsertion. La solution de rechange proposée par Ntumi, qui refuse le cantonnement de ses Ninjas-Nsilulus, est de leur donner un «Kit» composé d'un lopin de terre, de tôles, de clous et du matériel de construction, pour qu'ils construisent eux-mêmes leurs maisons. Mais, avant d'en arriver-là, il faut bien qu'on débusque les vrais ex-combattants des faux, de manière à connaître le nombre exact des personnes à réinsérer. L'argent de la communauté internationale, en l'occurrence la Banque mondiale, se gère avec rigueur et sérieux!

Après les dérapages vécus, que les deux parties s'efforcent de corriger pour créer les conditions optimales de la prise de fonctions de Ntumi en qualité de délégué général chargé de la promotion des valeurs de paix et de la réparation des séquelles de guerre, qui devrait avoir lieu dans les tout prochains jours, l'heure doit être à l'apaisement des esprits. Il s'agit de faire en sorte que les dérapages de ce sombre lundi 10 septembre 2007 ne soient plus qu'un mauvais souvenir, à jeter dans les calendes congolaises de la bêtise humaine.

Prosper
MOKABI-DAWA
et Paul SONI-BENGA
Journal sur site:
www.brazza.info

B.e.a.c (Banque des Etats de l'Afrique Centrale)

Faire de l'investissement privé, un des moteurs de la diversification économique

Libreville, la capitale politique du Gabon, a abrité du 1er au 3 octobre 2007, un forum sur le thème: «La diversification et la promotion de l'investissement non pétrolier, en vue d'une croissance forte et durable dans la Cemap». Organisé par la B.e.a.c (Banque des Etats de l'Afrique Centrale), ce forum qui s'est tenu dans la salle des conférences de l'hôtel Intercontinental Okoumé Palace, vise à définir une stratégie de diversification des bases économiques et la promotion de l'investissement non pétrolier dans la Cemap. La cérémonie d'ouverture était présidée par Paul Toungui, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du budget et de privatisation du Gabon, en présence de Philibert Andzembe et Rigobert Roger Andely, respectivement, gouverneur et vice-gouverneur de la B.e.a.c.

Le forum de Libreville organisé par la B.e.a.c a réuni les représentants des associations professionnelles des établissements de crédit et de microfinance, les professeurs d'université, les patrons d'entreprise, la société civile, les représentants des institutions sous-régionales et internationales, les administrateurs et censeurs de la Banque centrale, le vice-président de la commission de la Cemap. Il avait pour objectifs de:

- favoriser les échanges d'expérience et de bonnes pratiques dans le domaine de la réorientation stratégique des structures macro-économique, de l'amélioration de l'attractivité économique de la sous-région et de la promotion de mécanismes et d'in-

strument de financement adéquates des investissements publics et privés;

- faire des recommandations pertinentes aux instances de la Cemap, en vue de la définition d'une stratégie sous-régionale de divertissement économique et de la promotion de l'investissement non pétrolier dans la Cemap.

En effet, les économies des pays de la Cemap se caractérisent par une forte polarisation qui s'est accentuée ces dernières années autour du secteur pétrolier. Ainsi, «au plan de l'activité économique, la part du secteur pétrolier dans le P.i.b s'est situé à 42,6% dans la sous-région, en 2006. Le dynamisme de ce secteur est, également, observé au niveau des investissements productifs, avec 37,4% de l'in-



Paul Toungui, ministre d'Etat gabonais (à dr.) et Philibert Andzembe, gouverneur de la B.e.a.c (à g.)

vestissement global, en 2006, et 49,4% des investissements privés de la sous-région. Dans le domaine des échanges extérieurs, les recettes d'exploitation d'origine pétrolière ont représenté 82,9% des exportations totales de la Cemap, en 2006, soit 43,8% du P.i.b. Au niveau des finances publiques, les recettes d'origine pétrolière ont représenté 70,5% des recettes budgétaires de la communauté en 2006, équivalant à 20,9% du P.i.b.». Cependant, le caractère non renouvelable de cette ressource qu'est le pétrole pose la problématique, non seulement, d'une utilisation plus efficiente des revenus qu'elle génère mais également, de la relève de ce secteur moteur par un secteur non pé-

trolier. Les exposés sur les sept panels présentés au cours de ce forum ont permis aux participants, qui étaient environ deux cents, de formuler une matrice de douze recommandations, en vue de relever les principaux défis et d'impulser une véritable dynamique de diversification économique, afin de réduire la pauvreté et de combattre le chômage. Il s'agit, entre autres de:

- accélérer les réformes structurelles, en opérant des choix judicieux et réalistes des secteurs ou des produits à diversifier;
- mettre en œuvre une politique monétaire active de gestion de la surliquidité et des réserves de change;
- renforcer le cadre institutionnel national et régional;

- réduire les coûts des facteurs, en particulier l'allégement des procédures administratives, coût du crédit, la résorption du déficit énergétique, le réaménagement du T.e.c, et améliorer la présentation et la qualité des produits;
- rendre effective la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux, y compris le passeport Cemap et la matérialisation du projet de la compagnie aérienne Air Cemap;
- accélérer la construction et la mise en place des infrastructures de qualité, efficaces, diversifiées et cohérentes;
- définir une stratégie régionale de communication;
- développer une vision Cemap de l'enseignement technologique universitaire par la création d'une zone franche universitaire à vocation sous-régionale;
- circonscrire le rôle de l'Etat, en plus de celui de régulateur, à celui de facilitateur/catalyseur et de bâtisseur; Renforcer la sécurité juridique et judiciaire des investissements, et élaborer une charte de la bonne gouvernance des affaires;
- rendre opérationnelles la B.v.m.a.c et la D.s.x (Douala stock exchange) et œuvrer pour leur unification;
- renforcer le capital de la B.d.e.a.c pour accroître ses moyens d'intervention, et diversifier les instruments et

les modes de financement. Pour le gouverneur de la B.e.a.c, Philibert Andzembe, ces recommandations seront au centre des préoccupations des politiques économiques des pays de la Cemap, pour les cinq à dix années à venir.

Paul Toungui a, quant à lui, indiqué que ces recommandations permettront de «renforcer les liens de coopérations ainsi que les contacts indispensables à la réalisation des aspirations profondes de mieux être de nos populations. Par l'intérêt des débats qui se sont déroulés, le Forum aura confirmé avec un éclat particulier, l'ampleur des responsabilités qui échoient à nos pays, dans la nouvelle donne mondiale. Aussi, conviendrait-il de mettre en place, un mécanisme solide pour assurer la mise œuvre et la suivi de ces recommandations».

Rappelons que les recommandations s'adressent aux six Etats membres et aux institutions de la sous-région. Elles seront validées et versées dans le cadre global des réflexions en cours pour l'élaboration de la Vision 2015 et du programme économique régional de la Cemap. Clôture des travaux, le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du budget et des privatisations du Gabon, Borro Chambrier, a souligné la nécessité de mettre en place un mécanisme solide, pour assurer la mise en œuvre et la suivi de la matrice des douze recommandations issues de ce forum.

Cyr Armel
YABBAT-NGO

Rigobert Roger Andely, vice-gouverneur de la B.e.a.c

«Tous nos Etats sont en excédent de trésorerie et cela n'est pas un secret»

«Diversification des bases de production et croissance économique». C'est le thème du premier panel présidé par le vice-gouverneur de la B.e.a.c, le Congolais Rigobert Roger Andely, au cours du forum sur la «diversification et la promotion de l'investissement non pétrolier en vue d'une croissance forte et durable dans la Cemap», organisé du 1er au 3 octobre 2007, à Libreville (Gabon) par la B.e.a.c. Dans l'interview ci-après, il parle de la démarche que la Banque centrale entend mettre en œuvre, pour promouvoir l'investissement non pétrolier dans la zone Cemap.

* Monsieur le vice-gouverneur, peut-on, réellement, faire de l'investissement privé, un des moteurs de la diversification économique, au Congo, en particulier et dans la sous-région, en général?

** On peut le faire et je vous remercie de votre question, parce que je suis de ceux qui pensent que toutes les composantes de la société ont leur contribution dans le développement. Longtemps, on a craché sur l'Etat. C'est vrai qu'il n'est pas question de revenir sur l'Etat socialiste, communiste ou l'Etat providence extrême. Mais, il y a comme un rôle de l'Etat qui a été réhabilité. Tous les modèles ont montré que, précisément, dans les pays sud-asiatiques dont on parle tant, c'est l'Etat qui a organisé le développement du secteur privé, qui a fait l'infrastructure, formé les hommes, planifier le développement du secteur privé, et c'est cette démarche-là que nous vou-

drions voir adopter, faire appliquer au niveau de la Cemap, c'est-à-dire que l'Etat organise l'infrastructure, l'innovation et la recherche, forme les hommes. Puis, le secteur privé profite en quelque sorte, de ces opportunités. Il s'agit du secteur privé étranger mais, également, national mais sérieux.

* Comment les Etats peuvent-ils faire, pour mobiliser suffisamment des ressources?

** La mobilisation des ressources, à notre avis, est moins difficile, maintenant qu'auparavant. Vous avez, tous, entendus parler des excédents de trésorerie de nos Etats. C'est vrai et cela n'est pas un secret. Tous nos Etats sont en excédent de trésorerie. Nous savons qu'il y a une diminution des investissements dans le secteur privé non pétrolier. D'où la nécessité de ce thème. Nous savons qu'au niveau de l'investissement public, vous



Rigobert Roger Andely

avez les pays comme le Congo et la Guinée Equatoriale qui battent les records. Ils sont en train de rattraper leur retard en matière d'infrastructures. Vous avez, ensuite, les investissements pétroliers qui restent soutenus. Mais, le point faible, c'est l'investissement non pétrolier privé. Et, l'objet du séminaire était de favoriser cet investissement-là. Comment faire? Il y a des financements internes et externes.

S'agissant des financements internes, on a constaté que les banques sont très réservées et quand toutes les banques des six pays sont réservées sur une question, c'est qu'il doit y avoir des raisons. N'oubliez pas que, dans les années 80 et début 90, sur six pays de la zone, cinq avaient vu leurs systèmes bancaires totalement sinistrés. Le rôle des Etats, en tant que l'autorité monétaire, c'est de créer les incitations au niveau de ceux qui ont besoin d'argent pour pouvoir faire, en sorte que, les banques le leur prêtent. Comment faire? On a parlé d'un système de garantie sous-régionale. Une autre innovation, c'est d'organiser l'information sur leur capacité à rembourser. Nous allons créer un système d'information au sein de la Banque centrale sur tous les artisans, sur toutes les moyennes et petites entreprises, sur tous les particuliers, afin de pou-

voir faire qu'on puisse avoir une centrale de banques des mauvais payeurs.

* Comment justifiez-vous le fait que les décisions prises au niveau de la Cemap ne sont jamais appliquées?

** C'est une constante et vous l'avez constaté. Moi, je ne suis pas aussi pessimiste ou global que vous. En 2000, la Banque centrale et les Etats membres avaient élaboré le programme de redressement économique qui était accès, essentiellement, sur l'assainissement financier. C'était la préoccupation à l'époque. Eh bien! Sur 20 mesures, nous savons qu'aujourd'hui, 18 ont été exécutées et 2 mesures n'ont pas été exécutées. Pour le nouveau programme, nous devons commencer par mettre en œuvre ces deux programmes. Il s'agit de la circulation des personnes qui, au niveau de la Cemap, n'est valable que pour quatre pays. Le plus important, pour nous, c'est de faire en sorte que tous les six pays soient au même niveau. Nous avons quelques mesures, encore, qui ne sont pas exécutées. Par exemple, la compagnie aérienne sous-régionale. C'est un projet très difficile et il faut s'entourer de toutes les précautions. Ce que je peux vous dire, c'est qu'il a été ressorti des tiroirs. Nous sommes en train de le tra-

vailler. Nous préférons le travailler dans le silence. Nous avons reçu la commission de la Cemap sur le dossier. Il va, certainement, se développer au cours des années à venir. Mais, mieux vaut ne pas prendre de date, cette fois-ci, parce qu'on a pris les dates plusieurs fois et on n'a rien réalisé. Il y a des mesures qui sont, parfois, difficiles à appliquer. Ce que les autorités politiques de notre zone essaient de faire, c'est de faire le mieux pour pouvoir appliquer l'ensemble des décisions pour lesquelles les populations attendent des réponses.

* Qu'est-ce qui, selon vous, freine l'intégration sous-régionale dans la zone Cemap?

** Les gens ont, souvent, tendance à dire que l'intégration sous-régionale dans la zone Cemap ne fonctionne pas. C'est vrai que nous avions quelques indicateurs comme la non circulation des personnes. Il faut avoir le courage de le reconnaître. Ça nous gêne tous. Ce qui est vrai, c'est que dans la zone Cemap, on ne communique pas beaucoup. Vous savez, par exemple, en matière fiscale-douanière, nous avons été les premiers avec, l'U.d.e.a.c (l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale), à aller vers l'intégration fiscale-douanière, avant les autres zones. Mais, on n'a pas chanté sur les toits. C'est vrai que nous communiquons mal en Afrique centrale, mais on n'est pas aussi si dernier que ça sur tous les secteurs. Il y en a où nous sommes bien avancés et pour lesquels on doit communiquer.

Propos recueillis par
Cyr Armel YABBAT-NGO

Mgr Louis Portella-Mbuyu, évêque de Kinkala et président de la C.e.c

«Nous continuons à être attentifs et vigilants à toutes les questions»

Peu avant de s'envoler pour Rome, en Italie, vendredi 12 octobre prochain, avec ses confrères de la Conférence épiscopale du Congo, pour leur visite ad limina apostolorum au Saint-Père, le Pape Benoît XVI, Mgr Louis Portella-Mbuyu, évêque de Kinkala et président de la C.e.c (Conférence épiscopale du Congo), s'est prêté aux questions de notre rédaction, dimanche 7 septembre 2007, à Kinkala, dans son diocèse, pour évoquer la préparation de cet important rendez-vous pour l'Eglise au Congo.

*** Excellence, dans quelques jours, les évêques du Congo se rendront à Rome, pour leur visite ad limina apostolorum. Comment préparez-vous cette visite avec le Saint-Père?**

****** La préparation de cette visite se fait depuis longtemps. Nous avons un rapport quinquennal à faire sur la base d'un formulaire, donc d'un questionnaire proposé par Rome. Ce questionnaire a déjà été renvoyé, avec les réponses. Il nous a été demandé, aussi, d'émettre des souhaits par rapport aux différents dicastères, c'est-à-dire les congrégations ou les conseils pontificaux que nous voudrions rencontrer. Tout cela a été fait. Donc, on peut dire, actuellement, que, depuis six, voire sept mois, nous préparons bien cette visite qui est importante pour notre Eglise.

*** Nombreux sont les chrétiens qui ignorent le sens et le contenu de cette visite. Qu'est-ce que la visite ad limina?**

****** Si on se réfère au droit ca-

nonique, aux canons 399 et 400, le canon 399 stipule que «tous les cinq ans, l'évêque diocésain doit établir un rapport quinquennal pour présenter la situation de son diocèse». Ensuite, au canon 400, il est stipulé que «lors de la présentation du rapport quinquennal, l'évêque diocésain doit aller à Rome pour vénérer les tombes des bienheureux apôtres Pierre et Paul qui sont le fondement de l'Eglise. Il doit, aussi, se présenter devant le Saint-Père, le pontife suprême». Voilà en quelques mots ce que dit le droit canonique de l'Eglise. Donc, c'est une démarche ecclésiale. Vous savez que nous sommes un collège, le collège des évêques dont la tête est bien sûr le Pape, lui-même. Ce collège vit de manière dispersée, dans le monde, et il y a ce qu'on pourrait appeler des manifestations collégiales extraordinaires comme les conciles. Il y a, aussi, de manière beaucoup plus limitée, les synodes qui permettent au Pape, avec certains

délégués d'évêques, de réfléchir sur telle ou telle question concernant l'Eglise, et il y a ces rencontres périodiques, finalement tous les cinq ans qui permettent au Pape d'avoir un contact direct avec chaque évêque du monde entier, de manière, bien sûr, échelonnée. Voilà un peu la signification. C'est pour que ce collège épiscopal dont le Pape est le chef et la tête, ait une visibilité.

*** En marge de votre visite au Pape Benoît XVI, vous avez prévu une visite fraternelle aux évêques de France que vous avez reçus, ici au Congo, il y a deux ans. Peut-on savoir ce qu'il en est de la coopération missionnaire entre vos deux conférences?**

****** La coopération missionnaire existe depuis longtemps. Il y a, d'abord, cette aide que nous recevons de manière régulière, chaque année de la part des Oeuvres pontificales missionnaires de France, à travers une quête qu'ils organisent, pendant la fête de l'Epiphanie, je crois. Ils l'appellent l'aide aux Eglises d'Afrique. Mais, il y a cette autre coopération, d'abord à travers le personnel missionnaire. Que ce soit le personnel qui vient dans notre pays, des prêtres, des religieuses, des frères, donc des religieux et religieuses, que ce soit les congrégations ou bien des prêtres diocésains comme la tradition a été lancée depuis l'encyclique du Pape

Pie XII, «Fidei donum», en 1957. Il y a, aussi, ce qu'on pourrait appeler les événements, l'évolution des choses. Il y a aussi des prêtres, religieux et religieuses originaires du Congo qui sont en France, soit pour des raisons d'études, soit pour d'autres raisons, mais qui, de fait, travaillent dans des diocèses de France. Ils sont, ainsi, engagés pastoralement. Ce qui fait que, petit à petit, il y a une collaboration qui se crée et qui se fait.

*** Lors de votre 35^{ème} Assemblée plénière, tenue à Brazzaville du 16 au 22 avril 2007, vous avez consacré vos travaux à la lutte contre la pauvreté, fléau qui mine et gangrène, désormais, la société congolaise en général et l'Eglise en particulier. Concrètement, quelle est, aujourd'hui, votre vision ou votre action dans ce sens?**

****** D'abord, la décision de faire une enquête a été prise au sein de la Conférence épiscopale. Ce sont les commissions de Caritas-Congo et de Justice et Paix qui ont été responsabilisées pour la mise en œuvre de cette enquête. A la dernière assemblée plénière, nous avons eu une partie des résultats de l'enquête, et c'est après que ces résultats ont été complétés. Nous avons là, désormais, un rapport autorisé qui nous donne un aperçu assez sérieux de la situation de pauvreté dans notre pays. A l'is-

sue de l'assemblée plénière, nous avons adressé un message à l'endroit de la population congolaise, pour qu'à la fois elle prenne conscience de cette réalité qui devient de plus en plus dramatique, et que celle-ci provoque auprès des chrétiens et de toutes les personnes de bonne volonté, une réaction saine, positive qui consiste à s'engager pour que, justement, la pauvreté recule. Nous nous sommes donnés, en fait, des mots d'ordre et maintenant le problème, c'est qu'à partir de ce rapport définitif, qui a été établi, nous avons à réfléchir, de manière bien concrète, de ce qui pourrait se faire, de ce que nous pourrions faire, en tant qu'Eglise, en tant que congrégations, en tant que groupes spirituels, en tant que mouvements d'action catholique, etc., dans ce sens là.

*** Le questionnaire sur le prochain synode africain devait figurer parmi les dossiers que vous aurez à évoquer avec le Saint-Père. Or, dans nos diocèses comme dans nos paroisses, les chrétiens ne sont pas sensibilisés, jusqu'ici, sur cette question. Où en êtes-vous?**

****** Vous savez que, pour chaque synode, il y a deux étapes: il y a, d'abord, ce qu'on appelle le linéamenta, c'est un peu comme les lignes directrices du synode. Ce linéamenta doit susciter un certain nombre de réponses, parce qu'il y a un questionnaire qui



Mgr Louis Portella-Mbuyu

a été établi et qui est proposé à la réflexion de tous. Ce linéamenta doit susciter une réponse de la part des communautés chrétiennes, bref des Eglises. Nous sommes, donc, à cette étape. Les résultats sont attendus à Rome, en octobre 2008. A partir de ces réponses, sera élaboré l'instrumentum laboris, l'instrument de travail qui sera à la base des discussions qui, comme d'habitude, donneront lieu à un message et à une lettre du Pape. Là, je ne peux pas dire ce qu'il en est, au niveau de l'ensemble de l'Eglise.

Au niveau du diocèse de Kinkala, par exemple, nous avons, déjà, proposé le questionnaire à tous les prêtres et nous nous sommes donnés des rendez-vous pour pouvoir y répondre.

*** Excellence, voici une année et demie que vous êtes à la tête de la Conférence épiscopale du Congo. Quelle lecture à mi-parcours faites-vous de votre mandat?**

****** C'est toujours difficile de faire une lecture. Il y a des constats que nous faisons, il y a pas mal de questions, pas mal de lourdeur. Il faudrait, en fait, prendre le temps d'affronter, un peu, toutes les difficultés qui se présentent au sein de la Conférence épiscopale, comme au sein de n'importe quelle institution. C'est ce que nous essayons de faire. On verra, au fur et mesure. Pour, le moment c'est tout ce que je peux vous dire!

*** On dit, souvent, que l'épiscopat congolais reste indifférent ou timide devant certaines questions cruciales de la vie nationale: cas des élections législatives qui ont été organisées récemment dans le pays...**

****** Concernant la question des élections, nous avons été très sensibles, nous nous sommes manifestés, peut-être pas dans les médias, mais nous avons écrit une lettre au président de la République, pour lui dire notre sentiment et pour lui faire part, justement, de notre position que nous souhaiterions nous aussi, qu'il y ait une commission électorale indépendante, comme cela se fait dans n'importe quel pays. C'est, en fait, une conclusion presque évidente. La lettre a été écrite, le président l'a reçue, à l'issue de notre assemblée plénière. C'est pour dire que nous continuons aussi à être attentifs à toutes ces questions politiques qui sont importantes, pour l'avenir de notre pays. Nous continuerons à être vigilants.

Propos recueillis à Kinkala par Aristide Ghislain NGOUMA

OFFRE D'EMPLOI

Importante banque de la place recrute, pour les besoins de ses services

Poste: Informaticien Maintenance et Réseau

Missions:

- * Maintenance des équipements informatiques;
- * Assistance aux utilisateurs des produits micro-informatiques;
- * Préparation et Mise en place des nouveaux outils informatiques;
- * Administration du réseau et des serveurs;
- * Tenue du Help Desk;
- * Contrôle et suivi des GE et Onduleurs;
- * Inventaire du Parc Informatique existant.

Age: 28 à 35 ans.

Profil: minimum Bac+3.

Spécialité: Architecture Réseau, Maintenance PC et Imprimantes.

Compétences connexes:

- Connaissances Lotus Notes
- Maîtrise Technique Internet
- Paramétrage des Routeurs CISCO
- Connaissance de WINDOWS
- Rigueur, disponibilité, intégrité, communication.

Bien vouloir nous faire suivre votre CV, avec coordonnées téléphoniques et adresse postale fiable, à l'adresse ci-après: informaticiensat@yahoo.fr

Date limite des dépôts des candidatures 31/10/2007

Etude de Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE
Notaire à Pointe-Noire

83, avenue Général De Gaulle, Bâtiment ex-Codiprix,
1er étage, Centre-ville; B.P: 1431; Tél.: 94.13.34/ 539.37.46,
République du Congo

INSERTION LEGALE «SHALEM SERVICES» - SARL

Société à Responsabilité Limitée
Au capital social de: Un Million (1 000 000)
Siège social: 08, Avenue Moe Vanguoules
Plateaux, Centre ville
R.C.C.M: 07 B 235
Pointe-Noire - République du Congo

Il appert d'un acte authentique reçu par Maître Sandra Célia M'BATCHI-DHELLO BOUBAG, notaire à Pointe-Noire, soussigné; Substituant Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE, sa consoeur, momentanément absente en la résidence de Pointe-Noire, le 20 septembre 2007, enregistré à Pointe-Noire, le 21 septembre 2007, folio 167/7, n°4766, qu'il a été créé une Société aux caractéristiques suivantes:

FORME: Société à Responsabilité Limitée (SARL).

OBJET: La société a pour objet:

- Commissionnaire agréé en douanes;
- Import-Export;
- Vente toutes sortes de véhicules, machines, groupes électrogènes;
- Location véhicules;

Et, généralement, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ou tout autre objet

similaire ou connexe ou susceptible d'en favoriser l'accomplissement ou le développement.

DENOMINATION: La société est dénommée: «SHALEM SERVICES» - SARL.

SIEGE SOCIAL: Le siège social est à Pointe-Noire, 08, Avenue Moe Vanguoules Plateaux, Centre ville, République du Congo.

DUREE: La durée de la société est de 99 ans, à compter de son immatriculation au R.C.C.M.

GERANCE: La société est gérée et administrée par Monsieur OLANDZOBO Benjamin, pour une durée de quatre (4) années.

RCCM: Elle est inscrite au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le n°C.G.PNR. R.C.C.M 07 B 235
DEPOT LEGAL: Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 21 septembre 2007.

Pour avis
Maître Sandra Célia
M'BATCHI-DHELLO
BOUBAG, Notaire

Archidiocèse de Brazzaville

L'année pastorale a démarré par l'ordination de quinze diacres

«Familles, soyez témoins de l'amour du Père». C'est sur ce thème que seront focalisées toutes les activités des mouvements d'apostolat de l'archidiocèse de Brazzaville, au cours de l'année pastorale 2007-2008. Comme il est de coutume, dans l'archidiocèse de Brazzaville, l'ouverture de l'année pastorale a eu lieu sur fond d'ordinations diaconales. En effet, samedi 6 octobre 2007, Mgr Anatole Milandou, archevêque métropolitain de Brazzaville, a présidé une eucharistie à la place mariale de la cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville. Cette célébration a marqué aussi l'ouverture de la nouvelle année pastorale.

A cette occasion, Mgr Anatole Milandou a ordonné diacres, quinze grands séminaristes, en vue du

Dibantsa, Job Bounkazi, Parfait Diandaga, Raoul Mabonzo, Roland Ghislain Kinkouni, Sam Akomo Ntchoua, Sylver Soc

religieux et religieuses de l'archidiocèse et de nombreux chrétiens venus de toutes les paroisses. Parmi les autorités politico-administratives présentes à cette messe, on pouvait noter l'ambassadeur d'Angola au Congo; le général Jean-Richard Mondjo, chef d'Etat-major général des F.a.c (Forces armées congolaises), Alexandre Ndenguet Atiki, député de la troisième circonscription de Poto-Poto, Claude Ernest Ndalla, conseiller du chef de l'Etat et le prof Anselme Makoumbou Nkounka, leader de l'opposition.



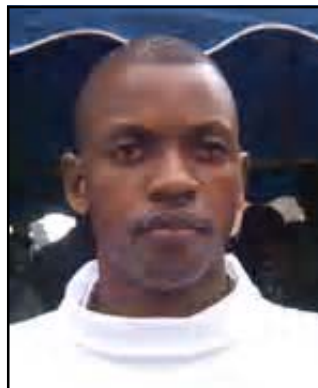
Mgr Anatole Milandou



Tony Herman Malonga.



Roland Ghislain Kinkouni.



Sylver Soc Nsiloulou.



Févélou Loubayi.



Christian Moussavou.



Sam Akomo Ntchoua.



Job Bounkazi.



Teddy Okemba.



Parfait Diandaga.



Christel Evrard Matsiona.



Gildas Peleka Dibantsa.



Brice Bahouamio.



Raoul Mabonzo.



Bienvenu Kimbengui.



André Nsakala.

presbytérat. Il s'agit des abbés André Nsakala, Bienvenu Kimbengui, Brice Bahouamio, Christel Evrard Matsiona, Christian Moussavou, Févélou Loubayi, Gildas Peleka

Nsiloulou, Teddy Okemba et Tony Herman Malonga. De nombreux prêtres entouraient l'archevêque de Brazzaville au cours de cette cérémonie à laquelle ont assisté des

La chorale Magnificat de la paroisse Sainte-Rita de Moukondo, «Les Amis du grégorien» et la scholas populaire ont assuré l'animation des chants devant de nombreux fi-

dèles, parents, amis et connaissances, en liesse. Au début de la messe, les abbés Mesmin Prosper Massengo, recteur du Grand séminaire de théologie Emile Cardinal Biayenda de (Brazzaville) et Jean Bantsimba Malonga, vicaire épiscopal chargé des séminaires et du clergé, ont, tour à tour, présenté le cursus de chaque candidat au diaconat. Quinze grands séminaristes appelés au diaconat, en vue du presbytérat, la moisson est plus qu'abondante, pour l'Eglise à Brazzaville!

Pascal BIOZI KIMINOU

Octobre, mois du Rosaire

Rebondir dans l'espérance avec Marie, mère de Dieu

Depuis quelques jours, nous voici déjà entrés dans le mois d'octobre, mois que la tradition chrétienne catholique a consacré à la dévotion du Rosaire. Occasion nous est donnée de redynamiser notre dévotion filiale à l'égard de la Vierge Marie, la mère de Jésus, la mère de l'Eglise et, partant, notre mère céleste. A l'heure où sous l'influence de certaines églises de réveil, certains fidèles chrétiens vont jusqu'à dénigrer le chapelet, l'Eglise tient à nous rappeler, à travers le mois du Rosaire, que le chapelet marial fait partie intégrante de ces multiples possibilités qui nous permettent d'entrer en contact avec le Seigneur, car dans la maison de notre Père, il y a plusieurs demeures (cf. Jn. 14,2).

1-A Jésus par Marie

En égrenant lentement les «Ave Maria» du chapelet, nous apprenons à approfondir notre contact intime avec le Seigneur, grâce à l'intercession vivante de sa Mère. La belle devise qu'aimait utiliser St Louis Marie-Grignion de Montfort est très suggestive à ce propos: A Jésus par Marie (Ad Jesum per Mariam). Et la sagesse populaire congolaise nous enseigne que «les chances d'aller au ciel se multiplient lorsqu'il y a un parent ou une parente qui vous y a déjà précédés».

2- Le mystère de la vie revisité à travers les mystères du Rosaire

C'est sur la croix que Jésus a prononcé ces paroles sublimes: «Femme, voici ton fils» (en s'adressant à sa mère), puis «Voici ta mère» (en s'adressant à son disciple Jean) (Jean 19,26-27). Marie debout au pied de la croix de son fils Jésus demeure aujourd'hui debout au sein des événements douloureux et joyeux qui émaillent notre existence humaine. C'est pour cela qu'il nous est recommandé de méditer le chapelet en nous appuyant sur les mystères joyeux, lumineux, douloureux et glorieux comme pour nous faire comprendre que le mystère de la vie ne se révèle qu'au regard de la foi.

3- La saison des pluies, la rentrée pastorale et la rentrée scolaire, sous le symbole du Rosaire

Le mois d'octobre, chez nous, au Congo, marque le début de la saison des pluies, période exceptionnelle où la nature reverdit et nous apporte champignons, mangues, ananas et «pondu» (feuilles de manioc) en abondance. La pratique du chapelet nous donne de passer de la fécondité naturelle à la fécondité surnaturelle. Invoquer le Seigneur à travers l'intercession de la Vierge Marie, c'est pouvoir bénéficier des pluies de grâces et de bénédictions que le Tout-Puissant a voulues pour nous de toute éternité. C'est par deux fois que le terme «béné» revient dans le «Je vous salue Marie», comme pour nous introduire, à travers le chapelet, à entrer dans un climat de bénédiction.

Avec le mois d'octobre, reprennent aussi les activités pastorales de nos paroisses et les activités académiques dans les établissements scolaires. Placer le mois d'octobre sous le signe du Rosaire revient à dire que la rentrée pastorale et la rentrée scolaire sont également placées sous la protection maternelle de la Vierge, l'éducatrice par excellence, qui sait nous tenir par la main et nous aider à cheminer tout au long de la vie.

4- Invitation permanente à la conversion

L'invocation suivante: «Ste Marie, Mère de Dieu, priez pour nous, pauvres pécheurs» que nous ne cessons de méditer à chaque «Ave Marie» montre à suffisance que le chapelet est par excellence la prière des pécheurs et pécheresses que nous sommes; à travers cette prière apparemment simple mais profonde, nous sollicitons l'intercession de la Vierge Marie afin que nous soyons à même de nous convertir et de changer de vie: «Convertissez-vous et croyez à la Bonne Nouvelle.» (Marc 1,15).

5- Les fruits de la méditation du chapelet

Les fruits de la méditation assidue du chapelet sont essentiellement: la sérénité, la paix intérieure, l'équilibre spirituel, l'harmonie, la confiance en Dieu et en soi-même: autant d'atouts qui nous donnent de rebondir dans l'espérance d'un avenir meilleur, car, avec Marie, plus rien ne sera comme avant. N'oublions pas non plus que le chapelet est la prière de tous les âges et de toutes les circonstances. Qu'on soit jeune ou âgé, dans la joie comme dans la peine, nous sommes tous appelés à méditer le chapelet puisque «toutes les générations appelleront Marie la Bienheureuse» (Luc 1,48).

Conclusion

Avec le mois d'octobre, mois du Rosaire, il s'agit pour nous, en définitive, de procéder à un «aggiornamento», à une actualisation de notre dévotion mariale dans le contexte concret de notre situation actuelle, sur le plan individuel et collectif, car, avec l'intercession de Marie qui défait les noeuds et dénoue les blocages, aucune situation humaine, si compliquée soit-elle, ne saura être étrangère au salut que nous apporte Jésus-Christ, l'Agneau de Dieu qui enlève le péché du monde et nous demande d'accueillir chez nous sa Mère: «Voici ta mère» (Jean 19,27).

Abbé Sébastien ZOUBAKELA
Directeur spirituel du séminaire
Saint-Jean de Kinsoundi (Brazzaville)



ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

Bureau de la Représentation au Congo

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Titre de Poste: Administrateur National/Pharmacien

Grade: NO.C

Nature de l'engagement: Engagement pour une durée de deux (2) ans renouvelable

Division: DSD

Lieu d'affectation: Bureau de la Représentation OMS, Congo

Date de publication: 11 octobre 2007

Le Bureau de la Représentation de l'OMS au Congo procède au recrutement d'un Administrateur National/Pharmacien.

Description des fonctions:

Sous la supervision directe de la Représentante de l'OMS au Congo, et en collaboration avec l'unité technique EDM de la Division de Développement des Systèmes et Services de Santé (DSD) du Bureau Régional. Le titulaire exécutera les fonctions suivantes:

1. Faciliter la collaboration entre l'OMS et les différents partenaires du secteur pharmaceutique afin d'aider au développement, à la mise en œuvre et au suivi des politiques pharmaceutiques nationales et améliorer l'accès aux médicaments essentiels pour les pathologies prioritaires comme le VIH/SIDA, le Paludisme, la Tuberculose, etc.;
2. Suivre la situation du secteur pharmaceutique et participer à l'identification de problèmes afin de définir l'appui technique nécessaire;
3. Assurer la coordination de l'appui technique de l'OMS avec le Ministère de la Santé et les autres partenaires du secteur pharmaceutique et de la Médecine Traditionnelle;
4. Aider à l'identification de l'expertise et des projets existant dans le pays qui nécessitent l'appui;
5. Participer activement au Renforcement des institutions et au développement des ressources humaines pour les personnels de la santé, les ONG et autres partenaires du secteur pharmaceutique;
6. Promouvoir la collaboration multisectorielle et aider le Ministère de la Santé à coordonner les actions des différents partenaires impliqués dans les secteurs pharmaceutiques et la Médecine traditionnelle afin d'assurer un appui technique intégré et approprié au pays;
7. Rédiger le rapport mensuel d'activité;
8. Exécuter toute autre tâche à lui confiée par la Représentante de

l'OMS pour le développement, la mise en œuvre et le suivi de la politique sur les médicaments, la médecine traditionnelle et la biologie médicale.

Connaissances et Compétences

- Avoir des connaissances de la réglementation pharmaceutique et de la médecine traditionnelle;
- Disposer des compétences dans le développement, la mise en œuvre et le suivi des politiques pharmaceutiques; de la gestion des programmes et la gestion de la gestion de l'information sanitaire;
- Aptitudes à traiter, à analyser et interpréter les données du secteur du médicament et de la biologie médicale, etc.;
- Aptitudes à se servir de l'outil informatiques (Word, Excel, etc.)

Education et Formation

Avoir un diplôme universitaire de Pharmacie ou une Formation en Biologie médicale et en plantes médicinales.

Expérience

Plusieurs années d'expérience dans la planification, la mise en œuvre, l'évaluation et la supervision des activités de Médicaments Essentiels et de Médecine Traditionnelle. Quelques années d'expérience avec l'OMS ou une autre Organisation Internationale.

Langues

Excellente connaissance du français ou de l'anglais et bonne connaissance pratique de l'autre langue.

Composition du dossier de candidature:

- a) Une demande manuscrite;
- b) Un curriculum vitae;
- c) Les copies de diplôme;
- d) Les attestations de service;
- e) Contact de trois personnes de référence.

Date limite de dépôt de candidatures:

Les dossiers de candidatures doivent parvenir au Bureau de la Représentation de l'OMS au Congo, sis dans l'enceinte du Laboratoire National de Santé Publique, au plus tard, le 22 octobre 2007, à 13h00.

Célébration de la 28^{ème} Journée mondiale du tourisme

«Le tourisme, une porte ouverte pour les femmes»

Le tourisme devient, de plus en plus, un secteur d'activités créateur de richesses pour de nombreux pays au monde. Cette activité, commencée depuis l'antiquité, n'a été, officiellement, reconnue qu'à partir du 19^{ème} siècle. Et, la journée commémorative du 27 septembre, instituée qu'en 1980. C'est sous le thème: «Le tourisme, une porte ouverte pour les femmes» que la communauté internationale a célébré, cette année, la 28^{ème} Journée mondiale du tourisme.

A Brazzaville, l'événement a donné lieu à une conférence-débat, organisée par le Ministère de tutelle, à l'hôtel Le Méridien. Cette conférence, animée par M. Albert Yembé Kibamba, directeur du tourisme, a été présidée par M. Grégoire Moua Likibi, directeur de cabinet du ministre du tourisme et de l'environnement. Lisant la déclaration du ministre du tourisme et de l'environnement, André Okombi Salissa, à l'occasion de cette journée, Grégoire Moua Likibi a rappelé l'importance du thème de cette année: «L'intérêt de ce thème est de mettre en évidence la contribution, qui peut être décisive, du tourisme à la création de richesses, à la lutte contre la pauvreté et au développement durable. Le secteur du tourisme, dans la mesure où il se compose d'un très vaste réseau de micros entreprises, peut offrir de nouvelles possibilités et de nombreux petits entrepreneurs et aux femmes car, c'est un secteur d'activité, dans lequel les coûts de création et de démarrage sont généralement faibles. Le tourisme est un secteur beau-

coup plus diversifié que les autres, il est en mesure d'apporter un soutien à d'autres activités économiques, en permettant aux travailleurs, à temps partiel, de faire d'autres types d'activités lucratives». M. Albert Yembé Kibamba, orateur principal de cette conférence-débat, a exhorté les femmes à s'impliquer dans certains métiers: «les femmes doivent désormais, s'impliquer dans la peinture, la sculpture, l'hôtellerie, la restauration, car tout ceci, constitue l'environnement immédiat du tourisme. En réalité, la plupart de ses secteurs d'activités impliquent une forte participation de la femme quelle que soit la zone où elle se trouve». «L'O.m.t. (Organisation mondiale du tourisme), a-t-il poursuivi, a créé un programme appelé tourisme durable, qui est un élément d'élimination de la pauvreté, il a été mis en place pour que tout le monde puisse trouver son compte, investisseurs, techniciens du tourisme, populations environnantes, visiteurs. Et les femmes ne sont pas en dehors de ce processus. Le tourisme a la capacité de participer



« Les femmes ne sont pas en marge de l'activité touristique...»

dans une large mesure à l'amélioration du niveau de vie des femmes et, de les aider à se hisser au-dessus du seuil de la pauvreté. Dans notre pays, les femmes ne sont pas en marge de l'activité touristique quoi que les efforts restent encore à fournir», avant d'ajouter: «Le département du tourisme réfléchit, d'ores et déjà, à la mise en œuvre d'un compte satellite, pour maîtriser les différentes ressources qui découlent du tourisme. Cette nouvelle notion a été élaborée par les Nations unies, pour mesurer l'envergure des secteurs économiques qui ne sont pas définis comme branche d'activités». Cette conférence-débat a, aussi, donné lieu à des nombreuses interrogations sur le tourisme sexuel. Selon l'orateur, le tourisme sexuel, côté

néatif du tourisme, n'est pas très développé au Congo, mais le Ministère veille pour que cela n'arrive pas. Rappelons que, dans notre pays, les activités touristiques ont vu le jour depuis la période coloniale et ce, grâce aux sites naturels périurbains dont disposent le Congo. Plusieurs structures oeuvrant dans ce domaine ont été créées par le gouvernement après l'indépendance, mais, elles sont toutes tombées en faillite, à cause de la méconnaissance de ce phénomène. En 1980, le gouvernement a créé une direction générale du tourisme qui a été logée dans un certain nombre de Ministères.

Alain Patrick MASSAMBA

Département de Pointe-Noire

Vulgariser les textes réglementant les transports

Il s'est tenu, jeudi 20 septembre 2007, à Pointe-Noire, dans la salle de mariage de l'hôtel de ville, sous le patronage de Roland Bouiti Viaudo, président du conseil municipal et député-maire de la ville de Pointe-Noire, le premier atelier de réflexion sur la réglementation de transport dans la ville de Pointe-Noire.

Plusieurs personnes, à savoir: les responsables des administrations publiques et les partenaires sociaux, impliqués dans la gestion du transport dans la ville de Pointe-Noire, ont pris part à cet atelier qui s'est articulé autour de six thèmes: «Les textes réglementaires», présenté par Jules Ngami Vandzouo, «Le permis de conduire», par Félix Nguamba; «La conduite» par Blaise Pascal Tati, tous de la direction départementale des transports terrestres. Ces différents exposants ont mis en exergue les textes réglementaires sur le transport et la mauvaise utilisation des plaques minéralogiques en ww et en w, tout comme le contrôle technique qui ne garantit pas la sécurité des citoyens et, la conduite par instinct et par habitude. A cela s'est ajouté d'autres thèmes



Des participants à l'atelier de réflexion.

comme: «L'imposition du secteur des transporteurs par terre au Congo» développé par Jean Didier Ikia Olaboua, directeur départemental des impôts au Kouilou et celui relatif aux «Taxes municipales sur le transport urbain» développé par Dominique Akongo, directeur des finances municipales. Ces deux derniers ont révélé l'incivisme des transporteurs qui ne payent plus la patente et les taxes municipales. Par ailleurs, les rôles de la gendarmerie, de la police routière ont été, également, analysés par des spécialistes en la matière, à travers les thèmes suivants: «L'action de la gendarmerie dans le domaine de la police de la circula-

tion routière» présenté par le colonel Belarmin Ndongui, commandant de la gendarmerie et «Le rôle de la police routière (missions et moyens)», par le colonel Nzahou Tchicati, commissaire central de la police à Pointe-Noire. Ces derniers ont mis à nu les nombreuses insuffisances observées dans le respect de la réglementation. Les assurances n'ont pas été mises à l'écart au cours de cet atelier. Et, c'est François Xavier Awé, directeur départemental de l'A.r.c (Assurances et réassurances du Congo) qui a abordé les aspects y relatifs, en développant le thème: «Quelles assurances pour le transporteur dans l'exercice de son activité». A

travers celui-ci, l'orateur a mis l'accent sur l'importance d'assurer les véhicules et, abordé les points liés au retard dans le règlement des sinistres. Il a, en outre, insisté sur l'assurance des véhicules circulant dans la périphérie.

A l'issue des travaux, les participants, une cinquantaine environ, ont formulé quatre recommandations, à savoir: le paiement de la patente et des taxes municipales qui ne font pas l'objet des décisions prises à la réunion du 10 Juillet 2006, par le Comité de crise mis en place, après l'arrêt observé dans le secteur des transports urbains en 2006; la vulgarisation des textes réglementant les transports; la mise en place d'une commission technique mixte d'implantation des panneaux de signalisation et la médiation des conclusions de cet atelier.

Equateur Denis NGUIMBI

Placez vos Publicités et annonces sur le site:

www.lasemaineafricaine.com

Arrondissement 4 Moundali

Michel Sondjo veut d'une gestion efficace pour son entité administrative

Michel Sondjo, maire par intérim du 4^{ème} arrondissement, Moundali, à Brazzaville, est déterminé à trouver des solutions aux nombreux problèmes qui se posent, avec acuité, dans son arrondissement. Pour ce faire, il associe certains partenaires, en leur confiant des tâches précises, dans le cadre d'une co-gestion transparente. Le but étant de réunir toutes les énergies pouvant apporter leur contribution à la gestion commune de l'entité administrative dont il a, provisoirement, la charge.



Michel Sondjo

C'est dans cette perspective que Michel Sondjo a procédé, vendredi dernier, dans la salle de mariage de son arrondissement, à la mise en place d'un Conseil consultatif des opérateurs économiques relevant de son territoire. Après un entretien de deux heures.

Ce conseil consultatif de quinze membres composé des Congolais et des Ouest africains, dont le président n'est pas encore connu, aura pour mission spécifique d'assainir l'environnement de Moundali - une opération de salubrité amorcée par son prédécesseur -aux fins de rendre propre et sain l'arrondissement 4 Moundali. Ce conseil consultatif, qui fait office d'organe intermédiaire de régulation des actions positives, en faveur des populations de Moundali, mettra, également, l'accent sur le social, en répondant par le truchement du maire par intérim, Michel Sondjo, aux appels d'une catégorie socioprofessionnelle des personnes démunies, d'une part et, des enfants en détresse dans les orphelinats, d'autre part. Surtout lorsqu'il s'agira des événements comme: la rentrée scolaire, la fête de fin d'année, la fête de Noël ou fête de la natalité.

Parmi les solutions envisagées, figure en bonne place la sécurisation des boutiques et magasins de certains compatriotes contribuables de Moundali qui, souvent, sont victimes des perquisitions montées par les malfrats ou des bandits de grand chemin. Dans cette veine, Michel Sondjo a présenté à l'assistance un échantillon de vingt agents de la société de gardiennage, Force One Protector, déjà, opérationnelle dans les points stratégiques de la ville capitale, en matière de sécurité.

Au terme de cette rencontre avec les opérateurs économiques, Michel Sondjo a exhorté ceux-ci à plus d'initiatives, pour marquer, positivement, leur implication participative dans la gestion fonctionnelle de l'arrondissement 4 Moundali. Il les a, également, invités à faire preuve de partage et d'amour pour le prochain.

Armand Firmin AWENE

Banque mondiale

Des cadres de la Banque mondiale viennent de demander à l'Union européenne d'envisager la prolongation du délai limite de la fin de l'année qu'elle a fixé pour une série d'accords de libre-échange avec l'Afrique.

Le commissaire européenne au commerce, Peter Mandelson, a fait savoir que les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique connaîtront des taxes élevées sur leurs exportations vers l'union européenne s'ils ne signent pas les accords de partenariat économique d'ici le 31 décembre. Des économistes des cent quatre vingt cinq pays de la Banque mondiale demandent plus de temps, pour débattre du type d'accord global de libéralisation du marché qu'approuve la Communauté européenne. Certains soutiennent que l'union européenne ne devrait pas contraindre les Africains à accepter avec précipitation des clauses sur l'investissement et les questions relatives à la concurrence dans les A.p.e (Accords de partenariat économique).

SAPROSA

Avenue du Nouveau Port -ZI Mpila; B.P: 397, Brazzaville, Congo
Tél./Fax: 81 33 44; E-mail: saproa2000@yahoo.fr

AVIS D'APPEL D'OFFRES

I-INTITULE DU PROJET:

Expertise et évaluation de l'Usine SAPRO SAVON, située sur l'avenue du Nouveau Port, à Mpila, Brazzaville, Congo.

II- OBJET DE L'ETUDE:

Dans le cadre d'une évaluation globale du patrimoine de la société SAPRO SAVON, il est prévu la réalisation d'une expertise et évaluation des terrains, bâtiments et annexes.

C'est pourquoi, afin de permettre à la direction générale de disposer des éléments techniques et financiers fiables, qu'elle décide de faire appel à des Cabinets Conseils en Architecture.

Le présent appel d'offres a ainsi, pour objet l'expertise et l'évaluation des terrains, bâtiments et annexes de ladite société.

III- REALISATION:

Les études sont réalisées en un (01) vo-

lume et rendus en cinq (05) exemplaires originaux.

IV- DELAI D'EXECUTION:

Le délai d'exécution de la présente étude sera réduit autant que possible et ne doit, en aucun cas, excéder vingt (20) jours, à compter de la date de signature du contrat. Les études devront démarrer, dès que possible.

V- RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES:

Le dossier d'Appel d'Offres est à retirer auprès de la Direction Générale de SAPRO SA, située à l'avenue du Nouveau Port ZI-Mpila, B.P: 397, Brazzaville.

Tél./Fax: 81 33 44;

E-mail: saproa2000@yahoo.fr, à compter du vendredi 5 octobre 2007.

VI- PRESENTATION ET DEPOT DES OFFRES:

Les soumissionnaires devront avoir de solides références. Ils devront présenter les offres avec les rubriques suivantes:

- * Mission;
- * Objet;
- * Lieu;
- * Durée;
- * Date de début des travaux et date de fin;
- * Nombre d'Experts;
- * Barème: tarif prestation/hommes/mois;
- * Coût total de la mission;
- * Mode de règlement.

Aussi, les offres devraient être établies en langue française et en Trois (03) exemplaires, soit un (01) original et deux (02) copies certifiées conformes.

Fait à Brazzaville, le 4 octobre 2007

**Le Directeur Général
de SAPRO S.A.**

AIR FRANCE 

3000 places à petits prix.

Paris	
418000 FCFA HT	
Partez du 01/10 au 12/12/07	
A/R	au départ de Brazzaville



www.airfrance.com/cg

Lu pour vous

«L'évaluation dans la formation» de Bernard Malonga

Docteur en psychologie, maître assistant à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, Bernard Malonga a publié, à compte d'auteur, un livre de 130 pages, intitulé: «L'évaluation dans la formation». Celui-ci destiné aux enseignants, aux superviseurs et aux administrateurs du système éducatif.

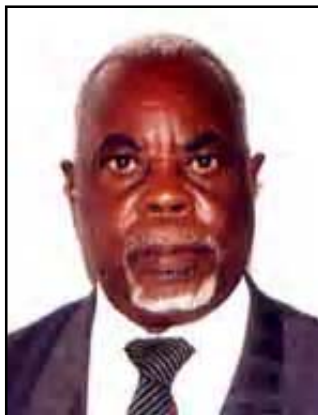
Disponible en librairie et vendu à 6 500 F Cfa, ce manuel est subdivisé en deux grandes parties: «L'évaluation comme discipline d'enseignement et son contenu scientifique» et «L'évaluation comme pratique effectuée dans l'enseignement et la recherche». Cet ouvrage est constitué, dans une proportion de deux tiers, des enseignements d'évaluation-docimologie dispensés du 15 octobre 1981 au 30 juin 1996, à l'E.n.s (Ecole normale supérieure) de Brazzaville. L'autre tiers de ce contenu présente les résultats des recherches et expériences portant sur l'évaluation des disciplines, des pratiques et des comportements des enseignants du système éducatif congolais ayant pour objet la pratique évaluative dans l'enseignement et dans la recherche au Congo.

«Dans le champ de déroulement et d'application des sciences de l'éducation, qu'il s'agisse de l'enseignement et/ou de la recherche, l'évaluation intervient à différents niveaux, notamment: dans l'enseignement, l'évaluation intervient, d'abord, comme instrument au service de l'enseignant, de l'administrateur du

système scolaire et universitaire, et de l'homme politique, ensuite, l'évaluation intervient en tant que discipline parmi tant d'autres dans le programme de formation d'enseignants, de superviseurs et d'administrateurs.

Dans la recherche, l'évaluation intervient comme moyen ou instrument. En effet, pour vérifier l'utilisation rationnelle des investissements consentis et alloués à la recherche et en dégager l'impact des résultats de la recherche sur le développement socio-culturel, on a recours à l'évaluation. Il s'agit de dégager des changements opérés chez des personnes formées, notamment les enseignants, dans le système éducatif», soutient l'auteur.

Sur le bien-fondé de son livre, Bernard Malonga affirme: «La raison fondamentale de cette publication est relative, d'abord, à l'absence de documentation spécifique disponible dans le domaine de l'évaluation au Congo; ensuite, à l'insuffisance de la recherche réalisée dans ce même pays. Cette publication permet de faire connaître aux institutions de formation d'enseignants, de superviseurs et d'administrateurs des systèmes éducatifs des pays fran-



Bernard Malonga

cophones d'Afrique, notamment, la synthèse des connaissances nécessaires sur la «Discipline Evaluation» que doit maîtriser le futur enseignant, superviseur et administrateur de l'éducation, lors de la formation. A cet effet, cette diffusion pourrait, éventuellement, pallier l'insuffisance de la formation spécifique à l'évaluation de nombreux enseignants en service, actuellement, dans le système d'enseignement congolais. Ensuite, la diffusion de ce manuel invite les Ministères en charge des enseignements à doter chaque établissement et chaque inspection de ce manuel, pour faciliter les tâches des enseignants, des superviseurs et des administrateurs de l'éducation, lors de l'organisation et de la correction des examens d'Etat, notamment pour prétendre obtenir des

résultats scolaires et universitaires objectifs, fiables et satisfaisants».

Né le 20 mars 1944, à Mibouori, district de Mayama, dans le département du Pool, Bernard Malonga a effectué ses études supérieures en France, à l'université Paris VII, où il a, successivement, obtenu une licence, une maîtrise de psychologie et a soutenu, le 6 juin 1980, une thèse de doctorat de 3ème cycle sur le thème: «Le développement de l'attitude de mise en ordre chez l'enfant».

Coordonnateur du Laboratoire de recherches en sciences de l'éducation (Larced), de l'Université Marien Ngouabi, de 1992 à 1998, il a participé à plusieurs séminaires organisés par l'Unesco, le Fnuap, le Pnud et le bureau africain des sciences de l'éducation (Base-Oua).

Bernard Malonga a publié plusieurs articles, notamment «Projection d'un cadre théorique pour l'apprentissage de la lecture pour l'enfant congolais» (Brazzaville, 1989), «L'évaluation des connaissances à l'Université Marien Ngouabi (Brazzaville, 1990), «Pratique évaluative et explicative des résultats scolaires du cycle d'enseignement primaire au Congo» (Québec, Canada, 1993).

Véran Carrhol YANGA

«L'évaluation dans la formation», Bernard Malonga, 130 pages, 6500 F.Cfa (juin 2006).

Danse au Centre culturel français de Brazzaville

La compagnie Banninga a joué «Pollution et Ndjila na ndjila»

La compagnie de danse contemporaine Banninga, du danseur et chorégraphe congolais De Lavallet Bidiefono, a présenté, mercredi 26 septembre, au C.c.f (Centre culturel français) de Brazzaville, un extrait de la troisième adaptation de «Pollution», suivie de sa nouvelle création «Ndjila na ndjila». Ce spectacle a été présenté dans le cadre du festival international de danse contemporaine «Makinu Bantu» qui aura lieu, prochainement, au lieu précité, et dont le prélude a regroupé en ateliers de création, de formation et de danses, des artistes du Congo, de France et du Burkina-Faso, du 4 au 29 septembre 2007.

Dès 19h00, une foule de spectateurs s'est pressée dans la grande salle de spectacle du C.c.f, rare démonstration d'un réel engouement pour ce type de spectacle. C'est avec une impatience réelle que le public attendait ce spectacle, dont M. Yves Olivier, directeur du C.c.f, maître de cérémonie pour l'occasion, a donné un aperçu.

Sur une scène où traînent, bouteilles et sachets plastiques, vieux pneus empilés et cuvette défoncée en aluminium, le public découvre quatre danseurs qui, au rythme d'une percussion et d'une musique très recherchée, expriment la pollution qui les entoure. Une pollution qui - le public s'en rendra vite compte - est aussi interne qu'externe. De la fumée dégagée de quelques herbes brûlées qu'ils inhalent, à la crasse indécrottable qui recouvre autant leur être physique que psychique et leur âme, les danseurs se débattent, s'enlisent, exécutent des pas aus-

si étourdissants que révélateurs de leur état d'âme. Cet extrait de la troisième version de «Pollution», pièce en un acte créée en octobre 2006, a tout aussi émerveillé un public qui a gardé de bons souvenirs des deux premières versions. Le chorégraphe livre, dans cette pièce, «son regard sur la société africaine contemporaine où pollution des rues se mêle à la pollution des âmes».

Le spectacle s'est poursuivi après un intermède qui a permis d'aménager la scène. «Ndjila na ndjila», traduction «d'une route à l'autre», a tout aussi ébloui un public, sans doute, très fier d'un tel débordement de talents de la part d'artistes congolais. «Ndjila na ndjila», fruit de la résidence de création en musique et danse que le chorégraphe a passé en août 2007, à Paris, avec d'autres danseurs et chorégraphes. «Parle de la route, des chemins empruntés, de l'instant T de la rencontre où les corps se croisent pour exister... moment de douceur

Une
vue du
spectacle



ou de doute qui donne à voir cette humanité qui se dresse, rassurante, entre force et fragilité, puissance, déséquilibre, espoir et solitude. Les interprètes y ébauchent, le temps d'une rencontre avec le public, ces routes et ces rencontres qui, de la naissance à la mort, nous jettent sur les chemins», explique De Lavallet Bidiefono.

Troisième création du danseur et chorégraphe congolais, «Ndjila na ndjila» est une pièce qui a gagné l'estime du public, qui à l'issue de ce

spectacle, a fait une réelle ovation au chorégraphe et aux danseurs. Elle donne l'occasion de montrer que «les corps de ces hommes dont les racines sont danse s'inscrivent dans un devenir de danse». La musique de cette pièce, tout aussi recherchée, a été très appréciée.

Au terme du spectacle, De Lavallet Bidiefono s'est dit ému et heureux pour ce chaleureux accueil du public.

Ifrikia KENGUE DIBOUTANDOU

26^{ème} Journée internationale
du tourisme à Pointe-Noire

Les femmes étaient à l'honneur

MM. Albert Mbama et Guillaume Ngalouma, respectivement directeur départemental du tourisme et de l'hôtellerie à Pointe-Noire et directeur départemental du tourisme et de l'hôtellerie du Kouilou, ont présidé, jeudi 27 septembre 2007, la cérémonie marquant la 26^{ème} Journée internationale du tourisme, à Pointe-Noire. Sous le thème: «Tourisme, une porte ouverte aux femmes».



Les serveuses peu avant le début de la course.

Les activités ont démarré les 25 et 26 septembre 2007 par la distribution des supports promotionnels, notamment des tee-shirts, à la frontière de Nzassi et à l'aéroport Antonio Agostino Neto, aux femmes en partance de Pointe-Noire pour l'étranger.

La journée du 27 septembre 2007 a été marquée par plusieurs activités, notamment la course qui a mis aux prises 20 serveuses d'hôtels de ville océane congolaise, sur le tronçon allant du Foyer de Tié-Tié au rond-point Mawata, soit une distance de 1500 m.

L'épreuve consistait à transporter, d'une main, une bouteille vide et un verre plein de boisson sur un plateau, sans en renverser une seule goutte. L'épreuve a été remportée par Nelly Flore Mankamani de l'hôtel Akwa Vital.

Après cette course, les participants à la manifestation ont effectué une excursion aux gorges de Diosso et au pont du bas-Kouilou.

Le point de chute de cette journée a été l'hôtel Le Relais du Kouilou, où il y a eu la remise des trophées aux lauréates de la course.

Résultats de la course: 1^{ère} Nelly Flore Mankamani (hôtel Akwa Vital); 2^{ème}: Michelle Tati Messo (hôtel Le Relais du Kouilou); 3^{ème} Adeline Mpemba (hôtel Rêve de Mbota); 4^{ème}: Valerie Tchiboli (hôtel Le Relais du Kouilou); 5^{ème}: Philippine Moussiessi (Sueco).

Equateur Denis NGUIMBI

Marché africain 2007

Le Congo sera à l'honneur

Dans le cadre de son programme intitulé: Cycle des cultures d'ici et d'ailleurs, l'O.c.e.a.c (Office culturel et associatif de Creil) organise, le samedi 13 octobre 2007, au Centre des cadres sportifs, à Creil, en France, la troisième édition du Marché africain. Ce grand rendez-vous culturel et artisanal mettra, cette année, à l'honneur le Congo, après le Mali, en 2005, et le Rwanda, en 2006.

Au programme: expositions photos et peinture, musique, jeux, contes, lecture, ateliers de chants et percussions, ventes (art, artisanat, alimentation, livres), etc. La manifestation se déroulera en présence des ministres Jean-Claude Gakosso (culture et arts), Aimé Parfait Coussoud Mavoungou (petites et moyennes entreprises, chargé de l'artisanat), et de l'ambassadeur du Congo en France, Henri Lopès.

Le Marché africain est une initiative portée par de nombreuses associations culturelles. Il a pour objet d'identifier et de mettre en valeur les différentes cultures qui composent la cité, de favoriser la rencontre des cultures et des publics, de mobiliser différents partenaires autour d'un projet de connaissance mutuelle.

La troisième édition du Marché africain aura lieu en collaboration avec le Conseil régional de Picardie qui organise, les 12 et 13 octobre 2007, le Forum de la coopération et de la solidarité internationales. Un événement dont la clôture sera sanctionnée par le concert que donnera le chanteur congolais Quentin Moyascko, ex-membre d'Extra Musica et patron de l'orchestre Extra Musica international.

V.C.Y.

Rentrée politique de l'U.pa.d.s

Le parti de Lissouba passe au vitriol la gestion de Sassou

C'est sous forme d'une déclaration de son secrétaire générale Pascal Tsaty-Mabiala, suivie d'une conférence de presse, que l'U.pa.d.s (Union panafricaine pour la démocratie sociale), parti fondé par l'ancien président Pascal Lissouba, a fait sa rentrée politique cette année. C'était samedi 6 octobre dernier, à l'hôtel Le Méridien de Brazzaville. Devant la presse nationale et internationale et les responsables de son parti, Pascal Tsaty Mabiala a rendu publique sa déclaration dans laquelle il critique vigoureusement la gestion économique et sociale du pays par le pouvoir de M. Sassou Nguesso. La sévérité de cette déclaration est le signe que «l'U.pa.d.s est de retour», en tant que principal parti d'opposition.

Dans une déclaration en forme de réquisitoire, le secrétaire général de l'U.pa.d.s n'a pas, en effet, mis des gants pour dénoncer «la main mise du clan familial au pouvoir sur le pétrole congolais». L'ancien parti au pouvoir refuse d'entrer dans un quelconque gouvernement d'union nationale, s'il n'y a pas une véritable réconciliation avec ses dirigeants exilés. Voici quelques extraits de la déclaration de l'U.pa.d.s. Concernant le pétrole, l'U.pa.d.s s'est montrée reconnaissante à l'endroit de l'ancien président de la République, Pascal Lissouba qui avait engagé «la grande réforme pétrolière aux termes de la loi de 1994 instituant le code des hydrocarbures qui a remplacé le vieux code minier en vigueur depuis les années 60. Par une batterie de mesures législatives, Pascal Lissouba

a maximisé les profits pétroliers. Ces mesures portent sur :

- le contrat de partage de production au terme duquel l'Etat congolais reçoit 34% de la production pétrolière du pays contre 17% avant cette réforme;
- le prix plafond du baril fixé à 22 dollars au moyen duquel, lorsque le prix du baril dépasse les 22 dollars, la différence entre ce prix et le prix plafond est partagé à hauteur de 85% pour le Congo et 15% pour les sociétés et ceci pour chaque baril;
- la mise en place d'une provision pour investissement diversifié (P.i.d) qui permet d'affecter des ressources disponibles découlant de la règle de partage de production aux secteurs sociaux (santé, éducation) et aux collectivités locales décentralisées;



Pascal Tsaty Mabiala

- la réorganisation de la sous-traitance pétrolière par un meilleur contrôle du secteur et surtout par son ouverture aux nationaux qui n'y avaient pas accès;
- l'abrogation du système de concessions et son remplacement par un système de permis d'exploitation...»

S'en est suivie la critique du système mis en place par le pouvoir actuel.

S.n.p.c

«Le nouvel habillage d'Hydro-Congo s'appelle Société nationale des pétroles du Congo (S.n.p.c). La S.n.p.c a mis la main sur les ressources pétrolières. Elle détient, à ce jour, dans son portefeuille, toutes les activités, les mêmes exercées hier par Hydro-Congo...

Mais, paradoxalement, les travailleurs attendent toujours l'apurement total de leurs droits.

Le plus inquiétant, pour notre pays, est que la S.n.p.c agit avec deux autres partenaires du clan familial. En effet, la S.n.p.c enregistre et comptabilise la part du brut de pétrole exploité dans le cadre des contrats de partage de production. Il s'en décharge en confiant la commercialisation et le transport vers les clients sélectionnés, respectivement à la Congolaise de trading, société familiale de courtage, et à la Cotram (Compagnie de transport maritime) gérée, elle aussi, par la famille.

Le triangle constitué par la S.n.p.c, la Cotrade et la Cotram est ainsi bouclé. Ainsi, la principale richesse nationale est gérée par une seule et même famille dont on peut, aisément, imaginer le niveau d'enrichissement. Pendant ce temps, l'arrière-pays manque, depuis bientôt dix ans, de pétrole lampant obligeant les populations à s'éclairer au moyen de graisses ou de certaines sèves inflammables d'arbres comme au Moyen-âge».

Direction générale des grands travaux

«...Elle, seule, opère des choix majoritairement incompatibles avec le destin commun des Congolais, non prioritaires, inopportuns. Les Congo-

lais ignorent combien coûte, avec précision, les investissements des grands travaux effectués en leur nom et avec l'argent public. Ils ne savent même pas comment les bénéficiaires et exécutants de tous ces travaux sont rémunérés. Le sont-ils par virements bancaires, chèques bancaires ou trésor, espèces, etc, à partir de quel centre de paiement ou quelle institution financière?

La direction générale des grands travaux attribue les marchés et rétribue les bénéficiaires à partir d'un comité de trésorerie géré par un cercle fermé. On en déduit, donc, que la direction générale des grands travaux n'a qu'une mission de recyclage des ressources pétrolières. Elle est en double emploi avec la commission centrale des contrats et marchés de l'Etat, d'une part, et avec le Ministère du plan ayant en charge la politique d'investissement dans notre pays, d'autre part. Elle est au service d'un clan familial qui a, en même temps, la mainmise sur les ressources pétrolières. Elle doit être dissoute d'autant

qu'elle constitue un double emploi avec le gouvernement».

Conclusion

«...A la vérité et loin de toute polémique, nous affirmons que le Congo est malade. Il est artificiellement maintenu en vie grâce à la bonne tenue de la production et du marché. Les maux dont souffre notre pays s'appellent: la forte personnalisation du pouvoir non pas au service de la stabilité du pays, mais des intérêts du clan; l'absence de l'Etat, puissance publique, avec toutes ses conséquences: la corruption, l'affairisme, l'impunité, le règne de la loi du Talion; le déficit du dialogue politique entre pouvoir et opposition; l'intolérance politique; la mauvaise gestion des ressources qui aggrave les déséquilibres sociaux. L'U.pa.d.s dont le président est injustement et arbitrairement condamné à l'exil et avec lui, ses dirigeants: Koukébé Benoît, Ngila Mounkanga Nkombo ainsi que le ministre Philippe Bikinkita, rejette toute éventuelle participation à un soi-disant gouvernement d'union nationale. Pour l'U.pa.d.s, «l'ouverture, c'est une véritable réconciliation nationale qui n'exclut personne et qui n'est pas fondée sur des considérations subjectives ou sur la conclusion d'un pacte d'allégeance».

Chaque mardi et chaque vendredi, je ne manque pas d'acheter La Semaine Africaine

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité - Travail - Progrès

CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA / SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT

B.P: 2459, Brazzaville; Tel.: 00(242) 624 70 00/663 15 59 / E-mail: sep_cnlscongo@yahoo.fr

PROJET D'APPUI A LA DECENTRALISATION ET AU PASSAGE A L'ECHELLE DE LA PREVENTION ET DE LA PRISE EN CHARGE GLOBALE DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH/SIDA -PADEPP-

Financement du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le paludisme

AVIS DE VACANCES DE POSTE

Le Secrétariat Exécutif Permanent du Conseil National de Lutte contre le VIH/SIDA de la République du Congo (SEP/CNLS) recrute un Responsable Administratif et Financier pour l'Unité Départementale de Lutte contre le SIDA (UDLS) de la Bouenza, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet D'appui à la Décentralisation et au passage à l'Echelle de la Prévention et de la Prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH/SIDA (PADEPP), financé par le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme.

Titre du poste: Responsable Administratif et Financier de l'UDLS de la Bouenza.

Lieu d'affectation: Madingou.

Durée du contrat: 1 an renouvelable, à compter du 22 octobre 2007.

Rémunération: La rémunération sera fixée sur base de la qualification, de l'expérience du candidat et des conditions de travail local.

Description des tâches: Sous l'autorité du coordonnateur de l'UDLS et la supervision du chef d'équipe du PADEPP, le Responsable Administratif et financier de l'Unité départementale de Lutte contre le Sida (UDLS) aura pour tâches de:

- Contribuer à la planification des activités du programme départemental de lutte contre le VIH/SIDA;
- Préparer le budget de l'UDLS et suivre son exécution en lien avec la firme fiduciaire;
- Assurer la gestion administrative de l'UDLS (correspondances administratives, suivi des dossiers administratifs, etc.);

- Produire et tenir à jour les états comptables et financiers;
- Assister les missions d'audits et d'appui du PADEPP;
- Assurer l'exécution et suivi financier des contrats et autres documents liés à la passation des marchés en rapport avec les interventions du PADEPP, au niveau du département;
- Contribuer à la préparation des rapports hebdomadaires de l'UDLS et des rapports d'activités trimestrielles, et, particulièrement, les rapports financiers et logistiques de l'UDLS;
- Assurer la gestion du matériel de l'UDLS;
- Exécuter toutes les autres tâches, à la demande du coordonnateur ou du chef d'équipe.

Conditions de candidature:

- Titulaire d'une licence ou maîtrise en finance et comptabilité ou diplôme équivalent;
 - Expérience de travail d'au moins cinq ans dans le domaine de la comptabilité;
 - Capacité d'utiliser l'outil informatique (Word, Excel) et Internet;
 - Capacité de rédaction, notamment des correspondances administratives, comptes rendus et rapports;
 - Maîtrise en français.
- Composition du dossier de candidature: Les dossiers de candidature comprendront les pièces suivantes:
1. Une demande manuscrite;
 2. Une lettre de motivation pour le poste;
 3. Un curriculum vitae avec attestation des diplômes obtenus;
 4. Un casier judiciaire;

5. Les attestations ou certificats du travail;
6. Un certificat de nationalité;
7. Une copie d'acte de naissance;
8. Le certificat médical.

Critères de sélection:

1. Qualification générale du candidat (diplômes): 20 points;
 2. Expérience professionnelle: 20 points;
 3. Qualification spécifique au poste;
 - 3.1. Expérience dans la mobilisation et la lutte contre le VIH/SIDA avec les ONG ou les OBC nationales et internationales: 30 points
 - 3.2. Maîtrise de l'outil informatique: 20 points
 4. Capacité de management: 10 points
- Les candidats qui obtiendront 70 points seront présélectionnés pour passer un test oral (entretien).
- Dépôt du dossier de candidature:** Les dossiers de candidature doivent être adressés, au plus tard, le 15 octobre 2007, à 14 heures, sous pli fermé, aux adresses suivantes, avec mention «Avis de vacances de poste pour le recrutement du RAF de l'UDLS de la Bouenza»

Conseil National de Lutte contre le SIDA
Secrétariat Exécutif Permanent
Attn: Dr Marie Franck PURUEHNCE
Rue des Anciens Enfants de Troupe (AET)
Non loin du CEG NGANGA Edouard
B.P: 2459, Brazzaville; Tél. (242) 663 15 59/624 70 00
E-mail: sepcnlscongo@yahoo.fr
La secrétaire Exécutive

Championnat de football de Division 1 de Brazzaville

Sacrée Etoile... et bonjour tristesse!

Patronage Sainte-Anne-AS Mbako: 3-0 (FF Mbako)
Diablos-Noirs-AS Police: 1-0 (match arrêté après 15 minutes)
Saint-Michel de Ouenzé-Club 57 Tourbillon: 3-1
Etoile du Congo-CARA: 0-0.

C'est fini, bien fini! Le rideau est tombé, dimanche 7 octobre 2007, à Massamba-Débat, sur le championnat de football de Division 1 de Brazzaville, avec l'épilogue de la phase de play-off. Il s'est donné Etoile du Congo pour champion. Grâce à sa meilleure différence de but (+6 contre +1), puisque Etoile du Congo termine avec le même nombre de points que son dauphin, Club 57 Tourbillon (16 points). Ce championnat aura été de loin le plus indécis. Sans être trop spectaculaire, la phase de play-off a amené plus d'un fêru brazzavillois de ballon rond à s'interroger, à scruter l'horizon, à se gratter la tête, à s'arracher les cheveux. Parce que avaré d'indications. Un regroupement à la tête du



Etoile du Congo sacrée, pour la énième fois, champion de Brazzaville

classement a fait que le champion soit connu, seulement, à la dernière journée. A l'issue des rencontres Saint-Michel de Ouenzé-Club 57 Tourbillon (3-1) et Etoile du Congo-CARA (0-0). L'équipe qui voulait le plus le titre l'a obtenu. En perdant contre Saint-Michel de Ouenzé, Club 57 Tourbillon, le leader, s'est refusé l'auréole communale, tandis que Etoile du Congo a franchement joué la pièce.

Des tricheurs dans l'arène? Un dirigeant de Club 57 Tourbillon nous a soufflé à l'oreille: «Je ne suis pas devin, mais mes joueurs ne gagneront pas le titre...». Une heure et demi plus tard, son équipe est tombée lourdement. Des équipes seraient-elles descendues sur la pelouse pour ne pas gagner? Une explosion de colère, aussi, dans les gradins. A la fin d'Etoile du Congo-CARA, des chaises ont été arrachées. Elles ont atterri sur l'aire de jeu de handball. Des maladroites d'arbitrage pouvaient-elles susciter une si violente réaction de la part des Aiglons, qui se sont sentis lésés? Le sport exige du pratiquant et du public une dose de fair-play. D'où la nécessité pour tout sportif de canaliser son enthousiasme et, malheureusement, aussi, sa colère.

Mais, un arbitrage équivoque peut, aussi, être capable de

conflagration. C'est ce qui arrive, hélas, parfois, sur les terrains congolais. De telles



L'arbitre John Rollin Ebata saisi au collet par un joueur de l'AS Police

exhibitions vont-elles émouvoir, enfin, ceux qui gèrent des hommes légers, incapables ou corrompus? Les vrais fêrus de football veulent que le spectacle qui leur est offert soit de véritables empoignades sportives. Où l'on recherche l'exploit technique, le résultat, mais aussi le fair-play.

Mais, le championnat a-t-il bouclé sa phase de play-off? Difficile à affirmer puisque on attend l'avis d'homologation de la rencontre Diablos-Noirs-AS Police. Parce que, samedi 6 octobre, elle s'est terminée plus tôt que prévu.

Que s'est-il passé? Une explosion de colère des Poli-

ciers contestant le penalty converti en trois temps par Diablos-Noirs. Leur gardien a repoussé, deux, fois, le ballon dans les pieds de Tsoumou-Likibi, avant que Gildas Ngo le pousse, définitivement, dans la cage: 1-0, pour Diablos-Noirs. Joueurs, encadreurs techniques et dirigeants, chauffés, s'envolaient vers l'arbitre John Rollin Ebata. Le service d'ordre faisait irruption sur le terrain. Pour arracher le pauvre arbitre des mains d'hommes excités. Le match ne reprit pas, l'arbitre ayant pris le chemin des vestiaires, protégés par d'autres policiers, neutres ceux-là, munis de boucliers pour parer aux jets de pierres. Les choses étant ce qu'elles sont, aux organisateurs d'en tirer

les conséquences...

Comme on le voit, il y a eu beaucoup d'amertume, au sortir de la dernière journée. La situation était on ne peut plus pourrie, dégouttante. Il n'empêche. Des équipes sont, déjà, assurées de participer au championnat national: Etoile du Congo, Club 57 Tourbillon, Patronage Sainte-Anne (14 points, +4), Saint-Michel de Ouenzé (14 points, +4). Restent deux tickets au guichet, pour trois prétendants: AS Police (13 points), Ajax (13 points) et Diablos-Noirs (11 points) qui sont suspendus à la décision de la ligue.

G.M.

Patronage Sainte-Anne

«Madis» Madienguéla aurait-il déserté son poste?

Marié-Joseph Madienguéla «Madis» n'est pas content. Alors, pas du tout! Entraîneur de Patronage Sainte-Anne, il y a quelques semaines, encore, d'aucuns ont laissé croire qu'il avait déserté son poste et qu'il a pris les commandes de JSB de Pointe-Noire. «Yâ Madis» veut tordre le cou aux canards qui ont répandu cette rumeur.

A-t-il abandonné, réellement, Patronage Sainte-Anne? Madienguéla «Madis» s'en défend bec et ongle. Il fait, également, le reproche à la presse de ne pas lui offrir l'occasion de donner sa version des faits. En tout cas, il veut se confier à quelqu'un qui fait le pas de s'intéresser à son sort. Et, on sent de l'amertume à travers ses propos.

Alors, pourquoi est-il, désormais, là, dans les gradins, seul, comme repoussé? «Madis» parle sans se presser: «Je suis choqué par cette rumeur. Je ne sais où l'on est allé chercher cette histoire. A



Madienguéla «Madis»

aucun moment je n'ai déserté mon poste. On prétend que j'ai signé dans JSB de Pointe-Noire, cela est totalement faux. C'est vrai, j'ai séjourné à Pointe-Noire. Mais, j'en avais informé Daniel Ebomoua, directeur technique de Patronage Sainte-Anne. Une raison indépendante de ma volonté m'a obligée de prolonger mon sé-

jour. Dès mon retour à Brazzaville, j'ai appelé mon adjoint, Eder Mangondé, dès ma descente de l'avion à l'aéroport Maya-Maya. C'était le jour où l'équipe a joué contre Etoile du Congo. Je lui ai exprimé mon désir de rejoindre l'équipe là où elle se trouvait. Curieusement, il me l'a conseillé, parce que les dirigeants m'auraient trouvé un remplaçant. J'ai l'impression que c'est une cabale orchestrée par mes détracteurs. Ils ont profité de mon absence pour me pousser vers la porte de sortie. Car, depuis, mon retour, personne ne m'a convoqué pour m'entendre. C'est triste... »

Voilà comment s'est terminée l'aventure de Madis avec Patronage Sainte-Anne. L'instantané couleur s'est comme transformé en noir et blanc. «Madis» a été remplacé par Barthélémy Ngatsono. Dur, dur, le métier d'entraîneur de football...

Fabien TOMBADIO

Cloches de mariage



M. André Mbelolo (inspecteur des impôts) et son épouse, Ida Clotilde Mbelolo remercient les couples Mabika et Sita Li-Nzite, ainsi que tous ceux qui ont partagé la joie avec eux, lors de leur mariage civil et religieux, le samedi 15 septembre 2007, à Brazzaville.

Les remerciements sont, aussi, adressés à la directrice générale des impôts, à la directrice de la conservation des hypothèques et à l'ensemble des travailleurs.

Imprimerie Saint-Paul

L'Imprimerie Saint-Paul est notre institution. Pour tous les travaux d'impression en noir et blanc et en couleur, nous consulter. Une remise est accordée aux clients fidèles. L'Imprimerie Saint-Paul est située non loin de la Cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au

service commercial.
Les Attachés commerciaux près le Directeur Général

Blaise BIKINDOU
Tel: (242) 560.39.11
ou 666.43.09

Benoît A.K.
MIKALOUBANZA
Tel: (242) 525.35.17



Etoile d'Or Internationale

Vous êtes: une Entreprise, une Administration, une Organisation internationale, une Profession Libérale, un Particulier...

Chaque jour qui passe vous interpelle, au regard de nombreux événements qui exigent, de votre part, une solution rapide et efficace.

Vous cherchez une entreprise fiable et compétitive pour effectuer vos expéditions (plis, documents, colis, déménagement)

* Vous avez un pli urgent qui doit être remis dans un délai très court sur une destination au Congo ou à l'international * Vous souhaitez une solution complète du type: dédouanement, stockage, conditionnement, livraison
Vous voulez transférer une somme d'argent
GX International apporte les solutions adéquates à ces défis avec:

La Force d'un Réseau

NATIONAL: 10 agences, à travers le pays
INTERNATIONAL: Afrique, Europe, Amérique, Asie...

La Traçabilité des envois & la Rapidité des livraisons
Bordereau d'expédition remis au client/Bordereau de livraison remis au destinataire.

Contactez le Service Commercial BRAZZAVILLE: «un seul Numéro à votre écoute»:
(242)550.10.87

Un simple appel téléphonique pour organiser l'enlèvement de vos expéditions à votre bureau ou votre domicile, et suivre vos envois livrés, en mains propres, au destinataire.

Agences: Brazzaville
1, av Foch, face Mairie centrale centre ville
28, rue Ankou/croisement avenue Marien Ngouabi, Talangai

Pointe-Noire
Dolisie
N'kayi
Impfondo
Ouessou
Oyo
Pokola
Bouansa

Rond-point Kassai
Face Hôtel Bayonne
Route de l'aéroport
Vers le marché Bakanzi
Av. Marien Ngouabi
Rond-point ex-O.N.P.T
Non loin du marché
Arrêt gare routière

GX INTERNATIONAL
«Toi-même 1er»
Partenair d'Excellence Delta

Football africain

Al Alhy du Caire (Egypte) et Etoile de Sousse (Tunisie) ont obtenu, samedi 6 et dimanche 7 octobre 2007, leurs tickets, pour disputer la finale de la Ligue des champions 2007. Le club cairote s'est débarrassé, en demi-finales, de Al Ittihad de Libye (1-0, 0-0 à l'aller). Son futur adversaire a terrassé, à Sousse, Al Hilal du Soudan (3-1, 1-2 à l'aller). D'autres finalistes, mais en Coupe de la Caf: CS Sfaxien (Tunisie), vainqueur du Groupe A, et Al Merreick du Soudan, dans le groupe B.